

**MAHAMADOU
ISSOUFOU**

PROGRAMME



**MON AMBITION
POUR LE NIGER**

Mahamadou Issoufou

Programme
Mon ambition pour
le Niger

Election Présidentielle 2004

Chers concitoyens,

Le 13 Novembre prochain, vous êtes appelés à élire, pour un mandat de cinq (5) ans, le Président de la République.

A cette occasion, je me présente à nouveau devant vous pour demander vos suffrages.

Si être Président de la République, c'est faire de la figuration pendant cinq (5) ans et laisser la corruption gangrener les rouages de l'Etat, je ne suis pas votre Homme.

Si par contre, être Président de la République, c'est assumer la plénitude des prérogatives constitutionnelles prévues pour cette fonction et vous servir et non me servir, alors je suis votre Homme.

Je suis votre Homme parce qu'aussi j'ai un programme et un projet de société pour le Niger.

La problématique population- développement est la première question abordée par mon programme. En effet, la taille de la population et son évolution ont toujours constitué une préoccupation majeure de l'homme d'Etat car c'est à partir d'elle qu'il peut déterminer la demande sociale.

L'évolution de la population de notre pays constitue un véritable défi : estimée actuellement à environ 11,8 millions, elle sera, au rythme actuel de sa croissance, de 22,5 millions en 2025 ; 45 millions en 2050 et 225 millions dans un siècle. Les Nigériens âgés de moins de 25 ans en constituent 75%.

Face à ce défi majeur, je propose des solutions permettant de créer les conditions d'une transition démographique compatible avec nos valeurs culturelles.

Sur le plan politique, je mets l'accent sur l'exercice démocratique et républicain du pouvoir. Les défaillances de l'actuel Président de la République dans ce domaine constituent les causes institutionnelles des contre – performances enregistrées tout au long du mandat en cours qui a, pourtant, bénéficié du comportement responsable de l'opposition, d'une relative accalmie sur le front social et du soutien massif des bailleurs de fonds.

Après avoir assumé l'opposition de manière responsable, je vous promets, si vous me faites confiance, d'exercer le pouvoir de manière responsable, c'est-à-dire dans le respect de notre constitution et de nos lois régulièrement violées par les dirigeants actuels.

Je ferai jouer à chaque institution son rôle. En particulier, la justice sera indépendante et mise à l'abri des cabales comme celle entreprise par l'exécutif contre la cour

constitutionnelle. La Présidence de la République sera effectivement la clé de voûte des institutions.

Par ailleurs, je m'engage :

- à définir et faire respecter le statut de l'opposition. Au-delà de la démarcation classique opposition - majorité, je m'engage à rassembler toutes les forces vives du pays autour de l'œuvre de construction nationale ;
- à valoriser le rôle des Partis Politiques ;
- à garantir une bonne gouvernance à travers notamment une lutte sans concession contre la corruption ;
- à renforcer et approfondir le processus de décentralisation ;
- à garantir l'égalité entre citoyens devant les droits et devoirs. En particulier, la rupture d'égalité que constitue l'exclusion au niveau des nominations aux emplois publics et l'attribution des marchés publics sera bannie.
- à garantir les libertés, en particulier la liberté d'expression et d'opinion y compris en supprimant de nos lois toute trace de délit d'opinion ;
- à satisfaire votre aspiration à la justice ;
- à garantir votre sécurité et celle de vos biens et à faire jouer au Niger son rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité au niveau international.
- à redresser l'image extérieure du Niger dont le nom cessera d'être associé à l'ignorance et à la pauvreté.

Au plan économique, mon objectif est d'atteindre un taux de croissance annuel moyen de 7%. Pour ce faire :

- les investissements publics représenteront au moins 20% du PIB chaque année. Ils porteront principalement sur le secteur agro-pastoral pour le financement duquel une banque spéciale sera créée ainsi que sur les infrastructures ;
- les investissements privés seront encouragés à travers, notamment, la création d'un environnement économique approprié et une politique de taux d'intérêt qui assure leur rentabilité ;
- une politique de revenu en faveur des couches sociales les plus défavorisées sera entreprise. En effet, les inégalités dans la distribution des revenus ont une incidence négative sur la croissance de la demande de consommation des ménages, donc sur la croissance économique. Par conséquent, la lutte contre les inégalités n'est pas simplement une question morale ; elle conditionne le développement économique du pays. Ainsi, pour soutenir la croissance économique, j'envisage de porter une attention particulière aux revenus des producteurs ruraux, à l'accroissement des revenus des 63% d'entre vous vivant en dessous du seuil de pauvreté dans une perspective d'éradication de celle-ci et non pas simplement de sa réduction pour la rendre plus supportable à ceux d'entre vous qui en sont victimes.

Producteurs ruraux, je sais que la campagne agricole 2004 a été catastrophique pour la majorité d'entre vous. J'entends initier un programme d'aide d'urgence gratuite pour contenir les effets pervers de cette calamité.

Par ailleurs je m'engage à ce que les revenus des fonctionnaires soient revus à la hausse en fonction de l'augmentation des recettes fiscales car les salaires nominaux de la fonction publique ont baissé de manière drastique et les salaires réels dans une proportion encore plus grande compte tenu de l'inflation.

Il est illusoire, dans le contexte d'une économie mondialisée, de concevoir la relance de l'économie comme si nous étions dans une économie fermée. Aussi, j'ai l'intention de proposer à nos partenaires de l'UEMOA, de la CEDEAO et de la CEN-SAD une véritable politique communautaire d'aménagement du territoire dans le but de rendre attractifs aux investisseurs ceux des pays membres qui n'ont pas d'accès direct à la mer.

Au plan social et culturel, les objectifs de mon programme sont les suivants :

- réhabiliter l'école du primaire à l'université,
- assurer un taux de scolarisation de 70% à la fin du mandat ;
- privilégier l'enseignement professionnel et technique dont les effectifs passeront de 8% des effectifs de l'enseignement de base I et II à 25% à la fin du mandat ;
- porter, d'ici 2010, la couverture des besoins en eau à 80% pour l'hydraulique villageoise, 90% pour l'hydraulique urbaine et pastorale ;
- accroître la couverture sanitaire de 5% par an en basant la politique sanitaire sur le district sanitaire et non sur les fragiles cases de santé ;
- abroger les dispositions scélérates et contraires à la lutte contre la pauvreté relatives à la retraite anticipée ;
- étudier et mettre en œuvre un système de protection sociale universelle ;
- réhabiliter le sport et la culture, notamment le football, la lutte traditionnelle, la lecture, la connaissance des religions etc...

Le programme économique et social dont je viens de tracer les grandes lignes est traversé par une préoccupation constante, celle de l'emploi des jeunes. Trois Nigériens sur quatre ont moins de 25 ans. La question de leur emploi est une question centrale. Je placerai mon mandat sous le triptyque « jeunesse – éducation – emploi ». Certes, il est illusoire de croire que le plein emploi est possible à moyen terme. Néanmoins, le programme que je propose crée une offre d'emploi de nature à couvrir, dans une grande proportion, la demande.

Pour financer ce programme j'envisage :

- une forte mobilisation des ressources internes ;
- une amélioration de l'efficacité de la dépense à travers une lutte résolue contre la corruption, les surfacturations et les fausses factures ;
- des emprunts obligataires ;
- une mobilisation des bailleurs de fonds en vue de l'annulation de la dette.

Je serai aussi un partisan acharné, à l'exemple d'autres chefs d'Etat, de l'institution d'une taxe pour le financement du développement.

Telles sont, chers concitoyens, les grandes lignes de mon programme. Le 13 Novembre prochain, je vous demande de me faire confiance. Ceux que vous avez porté au pouvoir en 1999 vous ont trahis. Ils se sont servis au lieu de vous servir. Du reste, leur chef n'a-t-il pas déclaré récemment, je cite : « même si le marché fermait aujourd'hui, le colporteur aura réalisé de bonnes affaires ». Ces propos méritent sanction. Sanctionnez les donc.

Mettez nous à l'épreuve, en nous donnant l'occasion d'appliquer ce programme véritable alternative à ce que vous connaissez.

Le 13 Novembre, votez donc pour l'alternance.

Votre destin, comme celui de vos enfants, est désormais entre vos mains.

Mahamadou Issoufou

DE LA PROBLEMATIQUE POPULATION -DEVELOPPEMENT

Si nous avons décidé de commencer le présent programme par la problématique population-développement c'est bien parce qu'elle est l'aspect central de la mission de gestion des affaires publiques. En effet, la taille de la population et son évolution déterminent la demande sociale que l'homme d'Etat a la charge de satisfaire. Une fois cette problématique posée, nous pouvons, sur le socle, qu'elle constitue, aborder les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels.

La population est la première ressource de tout pays. C'est son capital le plus sûr et le plus précieux. Ce capital a besoin d'être entretenu et l'objectif de toute politique c'est d'améliorer la qualité des conditions de vie de la majorité de la population.

Après l'organisation du 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2001 et la publication de ses résultats provisoires, un constat se dégage : la croissance démographique du Niger est l'une des plus élevées au monde avec un taux de 3,1% en moyenne par an pour la période 1988-2001. Ce taux d'accroissement annuel moyen est nettement supérieur au taux de croissance agricole (2% en moyenne par an). Cette croissance démographique serait essentiellement le résultat de la forte fécondité du Niger, la plus élevée du monde, selon les Nations Unies.



En 2004, la population du Niger est estimée à 11,8 millions d'habitants. Avec les tendances actuelles, elle avoisinerait 22,5 millions en 2025 et 45 millions en 2050. L'une des caractéristiques essentielles de la population nigérienne, c'est son extrême jeunesse : les jeunes de moins de 25 ans représentent 75% de la population totale. Dans un siècle, la population nigérienne serait multipliée par vingt un (21), passant de 10,8 millions d'habitants en 2001 à 225 millions en 2101. Pendant ce temps, la production agricole annuelle moyenne ne serait multipliée que par dix (10). Cela veut dire que la pauvreté ira en s'aggravant.

L'un des défis majeurs auxquels le Niger fait face en ce début de 21^{ème} siècle est l'écart entre la croissance démographique et la croissance économique.

Pour tenir compte de l'expérience passée de notre pays et de l'histoire des autres peuples dans leur lutte contre la pauvreté et pour leur mieux être, le PNDS TARAYYA se propose de créer les conditions de la transition démographique en mettant l'accent sur les stratégies d'intervention suivantes :

- une meilleure prise en compte du contexte socioculturel de notre pays dans les différentes politiques de développement et dans tous les programmes d'action,

- notamment par une valorisation de notre patrimoine culturel et religieux et par une meilleure association des autorités religieuses dans tous les processus de prise de décision concernant l'avenir de la société nigérienne,
- l'information, la sensibilisation et la formation des différentes catégories des populations nigériennes sur la question «genre»,
 - le développement de l'éducation notamment la scolarisation de la jeune fille et l'alphabétisation des femmes en les valorisant pour mieux les intégrer dans le processus d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi évaluation des politiques et programmes de développement et de prise de décision concernant l'avenir de la société nigérienne,
 - la promotion, le renforcement et le développement de la santé de la mère et de l'enfant, surtout la santé de la reproduction,
 - l'information et la sensibilisation permanente des populations sur la situation réelle en matière de population et développement, particulièrement sur l'évolution actuelle de la variable démographique, ses impacts sur les autres variables socioéconomiques et culturelles et sur le véritable défi à relever. Il s'agit, pour améliorer la qualité de vie de la majorité de la population et assurer son mieux être, de maîtriser l'évolution de la population,
 - la participation et l'association effective de la majorité de la population au processus de prise de décision sur les questions importantes telles que celles relatives au défi majeur que constitue l'évolution actuelle de la population,
 - l'organisation des états généraux sur la problématique population-développement et la conduite des réflexions et des analyses en vue de l'élaboration d'une véritable politique de population,
 - le développement de l'Etat civil avec l'enregistrement systématique des mariages, des naissances et des décès. Cette tâche sera dévolue aux nouvelles communes mises en place dans le cadre du processus de décentralisation.

DES QUESTIONS POLITIQUES

Depuis sa création le PNDS-Tarayya s'est toujours farouchement battu pour l'instauration d'un Etat démocratique et républicain.

Après une décennie d'instabilité politique, cet objectif a été formellement atteint en 1999. Néanmoins, les pratiques des autorités issues des élections législatives et présidentielles de 1999, tout au long du mandat qui s'achève bientôt, prouvent que la démocratie et la République ne se réduisent pas à l'organisation d'élections, fussent-elles



transparentes. En effet, ces autorités, considérant que leur victoire électorale, reconnue par l'opposition, est un blanc-seing à eux octroyé par le peuple, ont mis entre parenthèses la Constitution et les Lois de la République et exercé le pouvoir de façon anti-démocratique et anti-républicaine. Elles ont violé leur serment coranique en instaurant la discrimination et une rupture d'égalité permanente entre citoyens, en consacrant l'exclusion dans les nominations des cadres aux emplois de l'Etat et dans l'attribution des marchés publics, en tentant de bâillonner la presse privée à travers l'emprisonnement de journalistes, en censurant l'opposition et tous les mal-pensant au niveau des médias publics, en liquidant le service public et en instaurant une justice à plusieurs vitesses notamment à travers le développement de la corruption, en tentant de mettre au pas la Cour Constitutionnelle en violation des règles de séparation de pouvoir etc...

A toutes ces dérives, il faut ajouter la dérive la plus saillante : le dysfonctionnement de la Présidence de la République, clé de voûte de nos institutions. Cette défaillance a eu des effets désastreux à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays.

En résumé, l'exercice non démocratique et anti-républicain du pouvoir et les défaillances du Président de la République constituent les causes institutionnelles des contre performances enregistrées tout au long du mandat qui a pourtant bénéficié du comportement responsable de l'opposition, d'une accalmie relative sur le front social et du soutien massif des bailleurs de fonds.

Après avoir assumé l'opposition de manière responsable, le PNDS-Tarayya promet d'exercer le pouvoir avec responsabilité, c'est à dire, de façon démocratique et

républicaine, dans le respect des dispositions de la Constitution et des Lois de la République. Pour ce faire, le PNDS-Tarayya se propose d'atteindre au plan politique les objectifs suivants :

1. consolider la stabilité des institutions démocratiques et républicaines,
2. renforcer la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques,
3. restaurer l'administration publique et accroître sa performance,
4. satisfaire les aspirations à la sécurité des citoyens,
5. associer les nigériens de la diaspora à la vie nationale,
6. établir des relations privilégiées avec les pays voisins et renforcer la coopération avec les pays amis.

1. Consolider la stabilité des institutions démocratiques et républicaines

Le prochain mandat doit consolider les bases de la stabilité politique et sociale acquise. Pour cela le PNDS-Tarayya s'engage à exercer le pouvoir de manière démocratique et républicaine.

Exercer le pouvoir de manière démocratique et républicaine c'est :

- faire jouer à chaque institution son rôle constitutionnel notamment dans le respect de la séparation des pouvoirs. La Présidence de la République sera de manière effective la clé de voûte des institutions. Le Président de la République ne se contentera pas d'inaugurer les chrysanthèmes : il définira les grandes orientations et donnera les impulsions nécessaires pour que le Gouvernement définisse et conduise la politique de la nation ; il veillera à l'indépendance de la justice notamment celle de la Cour Constitutionnelle qui a fait l'objet de nombreuses intimidations de la part des autorités actuelles. Afin que « le pouvoir arrête le pouvoir », à l'action indépendante de la justice, viendra s'ajouter le contrôle effectif du Gouvernement par l'Assemblée Nationale dont la qualité des débats doit contribuer à l'information et à la formation des citoyens. Dans cette perspective, aucune opinion ne sera censurée et tous les grands débats seront diffusés en direct par les médias publics et privés.
- définir et respecter le statut de l'opposition : en effet, la minorité a des droits reconnus par notre Constitution : c'est le cas des motions de censure que les autorités actuelles, dans leur réflexe anti-démocratique, ont diabolisées ; c'est le cas de la possibilité offerte à 1/10^e des députés de saisir la Cour Constitutionnelle. En plus de ces dispositions constitutionnelles que nous respecterons scrupuleusement, une Loi sera votée pour garantir à l'opposition un statut digne d'une véritable démocratie. En effet, avec le mécanisme de la séparation des pouvoirs, les partis politiques de l'opposition doivent constituer un véritable contre pouvoir pour la sauvegarde des valeurs démocratiques et républicaines.

- créer les conditions pour que les partis politiques jouent pleinement leur rôle : en effet, la qualité des partis politiques a une incidence sur la stabilité et la qualité du fonctionnement des institutions ; à contrario leur instabilité et leur médiocrité peut les ébranler. Pour leur permettre de jouer le rôle d'utilité publique qui leur est dévolu notamment celui relatif à l'information et à la formation des citoyens, leur financement fera l'objet d'une attention particulière.
- garantir une bonne gouvernance : ici, la bonne gouvernance vise à mettre les institutions à l'abri de la corruption sous toutes ses formes (corruption par l'argent, par des nominations ou des promotions partisans ou non méritées etc...). La bonne gouvernance est une condition *siné qua non* pour que les institutions démocratiques et républicaines soient mises au service de l'intérêt général. Elle doit être présente dans tous les actes publics, notamment les nominations aux emplois de l'Etat, les attributions des marchés publics, l'efficacité de la dépense publique, la politique fiscale, la séparation des pouvoirs, le respect des droits des citoyens reconnus par la Constitution, les Lois de la République, la justice etc...
- garantir une application stricte de la Constitution et des Lois et Règlements : les autorités actuelles ont brillé par des violations répétées de la Constitution et des Lois de la République, privant ainsi les citoyens de la jouissance des droits et libertés auxquels le PNDS est fondamentalement attaché. C'est le cas notamment :
 - ***de la liberté d'opinion et d'expression*** : le PNDS-Tarayya réaffirme sa volonté de préserver l'indépendance de la presse à travers notamment :
 - ✓ la dépenalisation du délit de presse,
 - ✓ l'appui financier de l'Etat aux organes de presse indépendants et crédibles,
 - ✓ la professionnalisation du secteur et la préservation de l'éthique,
 - ✓ la moralisation de la presse publique et l'assainissement de la gestion de l'ORTN, de l'ONEP et de l'ANP.
 - ***du droit à l'égalité*** : la rupture d'égalité entre citoyens induite par l'exclusion de certains d'entre eux des nominations aux emplois publics et des attributions des marchés publics met ce droit à l'ordre du jour des préoccupations de toutes les couches sociales du peuple nigérien. Il en est de même relativement à la mise à la retraite anticipée de plusieurs milliers d'enseignants et infirmiers alors que des fonctionnaires retraités sont gardés à la tête des régies financières et plusieurs autres administrations. Le PNDS-Tarayya s'engage à garantir la jouissance du droit à l'égalité à tous les citoyens, en particulier, il s'engage à faire du mérite et de la compétence les seuls critères d'accès aux emplois et aux marchés publics. Il sera mis fin à la substitution de la carte du parti au diplôme. Les privilèges, les passe-droits et toutes autres formes d'inégalité seront combattus. Les citoyens seront tous égaux devant le service public comme ils le seront devant les droits et les devoirs.

C'est une des conditions de leur rassemblement et de leur mobilisation dans le combat pour le développement économique et social.

- **du droit à la justice** : les dirigeants actuels ont instrumentalisé la justice et tenté une cabale contre la Cour Constitutionnelle. Par ailleurs, l'importance d'une justice équitable rendue conformément aux Lois et la création d'un environnement favorable aux investissements n'échappent à personne. Or, les aspirations de notre peuple à la justice n'ont fait jusqu'ici que l'objet de profession de foi. Au cours du prochain mandat, le PNDS TARAYYA s'attachera de manière résolue, à répondre positivement à ces aspirations en mettant en œuvre des mesures appropriées. Ainsi :

- les réformes engagées relatives au code pénal, au code de procédures pénales et aux tribunaux administratifs seront conduites à leur terme dans les meilleurs délais,
- l'administration de la justice sera dotée en moyens humains et matériels conséquents,
- l'impunité sera bannie,
- l'Etat, de concert avec la société civile, entreprendra, une campagne de vulgarisation des lois et des principes de l'Etat de droit, surtout dans le monde rural et dans les couches les plus défavorisées de la population urbaine,
- l'indépendance de la Justice sera préservée vis à vis des autres pouvoirs,
- tous les rapports sociaux seront régis par la loi afin que personne ne soit spolié de ses droits
- la justice sera rapprochée davantage des justiciables et les conditions de détention améliorées à travers des investissements conséquents en infrastructures, en équipements et en ressources humaines,
- les lois controversées, approuvées au cours des précédentes législatures seront réexaminées pour les débarrasser le cas échéant, des dispositions scélérates.

2 . Renforcer la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques

Pour corriger la tradition centralisatrice de l'Etat Républicain, la déconcentration et la décentralisation amorcées seront poursuivies et étendues. Ce faisant, les principaux objectifs visés seront :

- l'instauration d'une démocratie participative, c'est-à-dire vécue quotidiennement par les citoyens,
- la formation citoyenne des populations,
- la prise en charge, par les populations, de leur devenir.

Ainsi, les Conseils municipaux élus en Juillet 2004 seront rendus opérationnels rapidement et le processus de décentralisation



amorcé sera évalué après deux années pour l'étendre le cas échéant, aux régions et départements. Des voies et moyens seront recherchés en vue d'assurer la viabilité des Communes existantes où à créer. A cet égard, l'inter communalisation et la coopération décentralisée seront promues.

Pour garantir la réussite de la politique de responsabilisation des populations, les associations et ONGs de la société civile seront encouragées et pleinement mises à contribution. La décentralisation fiscale se fera proportionnellement aux charges qui seront transférées de l'Etat central vers les nouvelles collectivités.

3. Restaurer l'administration publique et accroître sa performance :

L'administration est aujourd'hui inefficace et peu performante du fait d'une insuffisance des pratiques et des capacités gouvernementales à gérer de manière transparente et rationnelle des affaires publiques. Notre parti ne peut s'accommoder d'une telle situation. *C'est pourquoi il s'engage dès le début du prochain mandat à mettre en œuvre un programme*



de redressement axé sur sept (7) composantes et dont la finalité est la satisfaction des aspirations de la population à l'accès équitable au service public. Ces composantes sont :

- l'impulsion d'une nouvelle éthique s'appuyant essentiellement sur la promotion de la compétence, la lutte contre la corruption, le favoritisme et la politisation. Dans cette perspective, les seuls critères d'accès aux emplois publics seront le mérite et la compétence,
- la répression résolue des détournements des biens et deniers publics,
- le renforcement de la discipline au travail, de la conscience professionnelle, du sens de service public, de l'obligation de rendre compte et du respect de la hiérarchie,
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat et son exercice sans faiblesse dans le respect des lois républicaines,
- la formation nécessaire à l'amélioration de la qualité des ressources humaines et à l'adéquation profils / postes,
- l'accroissement des effectifs au niveau des services prioritaires, notamment l'éducation, la santé et les régies financières par :

- l'abrogation de la loi sur la retraite anticipée,
 - un recrutement conséquent,
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents par :
- une dotation conséquente en outils et matériels de travail,
 - la facilitation de l'accès à la propriété de logement,
 - l'amélioration de la protection sociale,
 - le développement des moyens de transport collectif urbain,
 - l'apurement des arriérés des salaires dès la première année du mandat,
 - la déconcentration par le redéploiement du personnel au niveau des régions, départements et communes.
 - la revalorisation des revenus salariaux en cours de mandat. C'est le lieu de rappeler que certains responsables ont multiplié le montant de leurs fonds politiques par huit (8) ; sans oublier les cadeaux faits à leurs militants opérateurs économiques à travers l'attribution de marchés de gré à gré alors que les salaires sont restés bloqués depuis près de quinze (15)ans.

4. Satisfaire les aspirations à la sécurité des citoyens

La sécurité intérieure et extérieure du pays est une condition du développement économique et social. Par ailleurs, la situation géopolitique de notre pays lui confère des responsabilités particulière en matière de sécurité de l'ensemble des pays de la sous région. Pour garantir cette sécurité, le PNDS va privilégier la prévention à travers les actions suivantes :

- l'organisation de la sensibilisation et de la dissuasion dans les zones potentiellement exposées aux conflits intercommunautaires de types éleveurs / cultivateurs,
- la sécurisation des axes routiers,
- la mise en œuvre des mesures de pacification et de reconversion accélérées dans les anciens foyers de la rébellion armée du nord, de l'est et de l'ouest du pays,
- la poursuite de la mise en œuvre des accords de paix,
- la sécurisation des frontières particulièrement exposées aux infiltrations des groupes armés,
- la définition et la mise en œuvre d'une coopération dynamique en matière de sécurité notamment dans le domaine du renseignement en rapport avec les pays amis.

Au delà des actions préventives ci-dessus, le PNDS prévoit un programme de restructuration et de conscientisation visant notamment :

- la promotion d'une bonne gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ;

- le renforcement de la cohésion et de la discipline au sein des FDS ;
- le renforcement et la modernisation des capacités des forces de défense et de sécurité.

5. Associer les nigériens de la diaspora à la vie nationale

L'importance économique des travailleurs émigrés pour leur pays d'origine a été récemment démontrée par une étude de la Banque Mondiale qui estime à plus 100 milliards \$us, soit le double de l'aide publique au développement, les transferts financiers qu'ils y ont fait en 2002 contre 18 milliards \$us en 1980 ; les transferts officiels des nigériens s'établiraient entre 10 et 20 millions \$us.

La création récente d'un Haut Conseil des Nigériens à l'Extérieur a consacré, dans son principe, l'une des aspirations des nigériens vivant à l'extérieur. Malheureusement les préoccupations partisans des autorités actuelles ont réduit à néant les fruits attendus des efforts consentis pour aboutir à la création de ce cadre d'intégration et d'animation.

Le PNDS se fixe comme objectif principal la réalisation pleine et entière des aspirations de nos concitoyens vivant à l'extérieur. A cet effet, le parti compte :

- exiger des missions diplomatiques une protection conséquente des nigériens de la diaspora,
- instaurer un fonctionnement démocratique du Haut Conseil des Nigériens à l'Extérieur et dynamiser l'institution,
- rendre effectif le droit de vote des nigériens à l'extérieur et leur attribuer des sièges au niveau du Conseil Economique et Social,
- instaurer, en relation avec les nigériens à l'extérieur, un système efficace de mobilisation des ressources et prendre des mesures incitatives pour les amener à investir au Niger,
- négocier des accords bilatéraux notamment en matière de visa avec le maximum de pays pour assurer la sécurité des nigériens à l'extérieur ainsi que celle de leurs biens,
- créer des postes d'attachés commerciaux au sein des Ambassades pour encourager les investisseurs nigériens et étrangers à investir au Niger et nouer des partenariats.

6. Etablir des relations privilégiées avec les pays voisins et renforcer la coopération avec les pays amis

Dans le domaine des relations internationales le PNDS se fixe comme objectif la consolidation des relations avec tous les pays voisins, notamment par le biais de concertations fréquentes et périodiques sur les sujets d'intérêt commun.

Le parti développera une coopération active avec les pays amis traditionnels et les organisations internationales. Il



Palais des Nations Genève

sera à l'avant garde de la construction de l'Union Africaine (UE) dont les institutions, notamment son parlement, doivent avoir de plus en plus une légitimité populaire directe. Il usera également, de toutes ses relations, notamment au sein de l'Internationale Socialiste dont il est membre pour obtenir un accroissement des appuis habituellement consentis à notre pays. Le PNDS militera aussi pour un respect scrupuleux du droit international dans les relations entre les nations. Il développera une diplomatie de prévention des conflits et sera présent partout où cela s'avèrera nécessaire pour la maintien de la paix. Enfin, le PNDS militera pour une vie internationale plus démocratique ; ce qui nécessite une réforme approfondie des institutions comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI), etc...

Pour atteindre ces objectifs, les missions diplomatiques de notre pays auprès des pays amis et des organisations internationales seront animées par des professionnels du secteur choisis en raison de leur compétence. C'est le lieu de rappeler que certaines accréditations opérées de manière partisane par les autorités actuelles ont beaucoup nuie à l'image de notre pays à l'extérieur.

DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les élections de 1999, reconnues libres et démocratiques devraient constituer un véritable tournant vers la promotion économique et sociale. Cette opportunité n'a pas été mise à profit par les autorités élues pour asseoir les bases d'un développement économique et social durable.

Le taux de croissance de l'économie est resté bas et erratique se situant rarement au dessus du taux de croissance de la population estimé à 3,1%. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'au rythme actuel de croissance la population passera à plus de 14 millions en 2009, alors qu'avec 11 millions déjà le pays enregistre d'énormes difficultés pour la nourrir correctement.



La BCEAO à Niamey

La pression fiscale est restée faible passant de 9,1% en 2000 à 10,7% en 2002 pour un objectif de 17 % fixé par l'UEMOA. Par contre, les dépenses ont représenté respectivement 16,2% et 18% du PIB. Le solde budgétaire de base, s'est établi à -2 % du PIB en 2002 pour un objectif de 0% fixé par l'UEMOA à compter de janvier 2002.

Le taux d'épargne a peu varié passant de 3,5% à 4% du PIB.

Au regard de l'état de délabrement des infrastructures et de la dégradation des secteurs sociaux le niveau des investissements publics demeure faible. En 2002 les investissements sur ressources internes (volet Trésor) se sont élevés à 19,2 milliards soit 15,77% des ressources internes contre un objectif d'au moins 20% fixé par l'UEMOA.

A fin décembre 2003, l'encours de la dette extérieure du Niger s'établissait à 1123 milliards FCFA soit 72% du PIB. Le service de la dette atteignait quant à lui, 52 milliards FCFA soit 35,9% des recettes fiscales et 51,5% des exportations.

La politique monétaire est organisée dans le cadre de l'UEMOA et mise en œuvre par la BCEAO ; elle demeure prudente et compatible avec les objectifs de balance de paiement et de croissance ; elle vise à améliorer l'accessibilité du crédit au secteur privé, augmenter l'épargne intérieure et l'efficacité du secteur bancaire.

La balance des paiements courants est structurellement déficitaire sauf en 1993 qui a enregistré un excédent de 3,3 milliards FCFA. La balance commerciale et la balance des services sont également chroniquement déficitaires. Le degré d'ouverture de l'économie ne dépasse guère 30% . Les importations se sont établies à 314 milliards en 2002. Leur

structure est marquée par la prépondérance des produits alimentaires qui représentent 31,8% du total, suivi par les biens d'équipement pour 24,8% et les produits pétroliers 10,8%. L'Europe occupe la première place avec 29,5% (dont la France 16,9%), suivi par l'Asie à hauteur de 27,1% et les pays de l'UEMOA pour 22,3% (dont la Côte d'Ivoire 14,9%). Le Nigéria notre principal voisin ne représente que 7,2%. Les exportations estimées à 193 milliards FCFA en 2002 restent encore concentrées sur l'uranium qui représente 32,2% du total suivi par les produits agro-pastoraux à hauteur de 17,3%. Les exportations sont orientées vers l'UE pour environ 40%, le Nigeria pour 30% et les pays de l'UEMOA pour près de 10%. Les flux nets de capitaux privés ont chuté et l'investissement direct étranger demeure quasiment nul.

Le secteur privé reste encore peu développé. Il est plutôt informel et se concentre sur les activités commerciales et de services. Le secteur privé moderne subit une forte concurrence déloyale du secteur informel. Il évolue dans un environnement contraignant dont les signes significatifs sont un environnement administratif et juridique contraignant ; un système judiciaire complexe et inadapté ; des infrastructures insuffisantes ou inadaptées ; une intermédiation financière très faible ; une formation des ressources humaines chère et inadaptée ; la baisse de la motivation des agents de la fonction publique ;

Les ajustements opérés pour réduire les déficits des finances publiques se sont souvent réalisés aux dépens des secteurs sociaux. Ainsi, la stabilisation des effectifs de la fonction publique et la réduction sensible des rémunérations à hauteur de 20 à 30% opérée en 1997 ont intensifié la corruption et démotivé les agents de la fonction publique en général et les enseignants et les agents de santé en particulier.

Avec l'accentuation du chômage, la hausse constante des prix dans tous les secteurs, la stagnation voire la réduction des revenus salariaux notamment, l'abandon de tous les mécanismes de protection des consommateurs et des producteurs c'est la pauvreté qui s'installe progressivement dans toutes les couches sociales, entraînant avec elle le danger d'une dégradation continue des valeurs morales.

En somme, la politique économique et sociale du gouvernement a échoué. Les meilleures illustrations sont l'absence de programme avec les partenaires de Bretton Woods et la persistance de la pauvreté qui continuent de frapper plus de 63% de nigériens sans que les dirigeants ne s'en émeuvent. En vérité, cet échec est le produit d'un déficit de leadership des dirigeants qui nous gouvernent. En effet, ces derniers ont relégué la planification et l'anticipation au second plan, au profit de la satisfaction des besoins immédiats du fonctionnement de l'État mis à mal par une trésorerie fortement dégradée par la mal gouvernance, si ce n'est à la consolidation égoïste des positions de rente personnelles acquises sur le dos des masses laborieuses.

Se fondant sur les principes de solidarité, de justice, de démocratie et de travail le PNDS-Tarayya entend accélérer la croissance. De même, une plus grande équité dans la redistribution des richesses sera introduite. ***Pour y parvenir, le PNDS-Tarayya se fixe comme objectifs une croissance régulière moyenne du PIB de 7 % sur la période 2005-2009 en conformité avec les objectifs du millénaire.*** Cet objectif devrait permettre de mettre un terme à l'évolution divergente entre la production nationale et la croissance démographique de façon à assurer une croissance permettant la reprise de la consommation et l'amélioration de la capacité d'exportation.

Le PNDS-Tarayya prendra toutes les dispositions pour maintenir un cadre macro-économique stable avec une maîtrise de l'inflation à un niveau maximum de 3% sur toute la période et une politique budgétaire tendant vers l'objectif d'équilibre fixé par l'UEMOA. Ainsi, la dette extérieure, quoique nécessaire pour soutenir un niveau d'investissement permettant d'atteindre les objectifs de croissance, devra être maintenue à un niveau supportable pour éviter au pays de retomber dans le cycle du fardeau insupportable de l'endettement. De même, la consommation des ménages, agrégat qui reflète le mieux le niveau de vie des populations, croîtra à un niveau supérieur au rythme de croissance de la population. Au regard de l'état de délabrement des infrastructures, tels que les routes, les ponts et les télécommunications, la part des investissements publics réservée à ce secteur attendrait 25% du total des investissements.

Les efforts d'investissement, en particulier dans les secteurs agricole, minier et des infrastructures devraient impulser les exportations et permettre d'accroître l'offre nationale de biens alimentaires.

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) sera reprise en accord avec nos partenaires au développement et remplacée par une stratégie d'éradication de la pauvreté et d'élimination des inégalités. Pour atteindre les objectifs fixés la politique économique et sociale du PNDS-Tarayya se focalisera sur ***l'assainissement des finances publiques et la relance de l'économie.***

1. De l'assainissement des finances publiques



Le Trésor National

Le PNDS-Tarayya entend réorganiser les finances publiques devenues l'otage de quelques usuriers, lutter contre la corruption qui gangrène la chaîne des recettes et des dépenses et instaurer une équité fiscale par le partage des charges d'impôts entre tous les agents économiques en fonction de leur capacité contributive. Cela ne pourra se faire aisément qu'à partir d'une restructuration de l'économie que le parti entend mener.

Le parti s'assigne, avant la fin de la prochaine législature, l'objectif de tendre vers un niveau de prélèvement fiscal et un taux d'investissement conformes à la directive de l'UEMOA. L'accroissement des ressources de l'Etat permettra ainsi de lui conférer les moyens d'affirmer sa souveraineté nationale mais aussi de promouvoir la solidarité et l'équité par la prise en charge des dépenses d'éducation et de santé, secteurs essentiels pour les populations, et de stimuler la production.

Le parti s'engage à restaurer l'orthodoxie financière. Les ressources publiques seront gérées selon les lois et règlements, sans aucune complaisance. Les différents corps de contrôle (administratif, juridictionnel, parlementaire) exerceront leurs missions sans entraves et toutes les institutions de la république subiront les vérifications auxquelles elles sont légalement assujetties.

La solidarité et l'équité prévaudront en ce qu'elles constitueront les principaux fondements des allocations budgétaires. La politique de dépenses privilégiera la recherche de la rationalité pour garantir un équilibre budgétaire.

Le PNDS s'emploiera également à accroître de manière permanente l'efficacité de la dépense à travers les mesures classiques d'orthodoxie financière. Des mesures correctives seront immédiatement édictées pour bannir les pratiques contraires aux dispositions du règlement général sur la comptabilité publique telles que les lettres d'autorisation de paiement (LAP) et les paiements sans ordonnancement préalable (PSOP) ou les marchés de gré à gré abusifs octroyés « aux parents, amis, alliés et connaissances ». Les contrats léonins accordés à des sociétés écrans feront l'objet d'enquêtes approfondies. L'Etat mettra l'accent sur la promotion d'opérateurs économiques modernes.

La politique du PNDS en matière de dépenses d'investissement consistera à soutenir la croissance et le développement des secteurs productifs et créateurs d'emplois stables, ainsi que des secteurs sociaux de base. Aussi entend-il mettre en place un programme d'investissements publics conséquent dont les ressources internes qui y seront consacrées devront, à terme, atteindre au moins 20% des ressources internes totales conformément aux critères de convergence macro-économique de l'UEMOA.

2. De relance de l'économie

Comme cela a été indiqué plus haut, l'objectif du PNDS-Tarayya est de réaliser une croissance régulière moyenne de 7% sur la période 2005- 2009. Comment le parti compte-t-il atteindre cet objectif :

Le PNDS-Tarayya entend relancer l'économie par un accroissement de la demande d'investissement et des ménages et inscrira son action dans une perspective d'intégration économique sous régionale résolue.

A court terme, l'accroissement de la demande se fera à partir des investissements publics massifs, c'est à dire volontaristes dans le domaine agro-pastoral et dans celui des infrastructures. Pour ce faire, le PNDS-Tarayya compte mobiliser davantage les recettes fiscales, recourir à des emprunts obligataires et participer activement au combat pour l'annulation de la dette.

Au delà de l'annulation de la dette, le PNDS-Tarayya est favorable à la mise en place d'une taxe internationale pour le financement du développement comme par exemple la taxe Tobin sur les capitaux spéculatifs ou une taxe sur la vente des armes.

A moyen terme, l'accroissement de la demande d'investissement pourrait être assuré par les investissements privés nationaux et/ou étrangers, notamment dans le développement des services et l'industrie. Dans cette perspective, une politique de taux d'intérêt favorable aux investissements sera adoptée en rapport avec nos partenaires de l'UEMOA. En effet, des taux d'intérêt élevés observés dans la zone paralysent l'économie. S'agissant de la demande des ménages, elle sera accrue à partir d'une politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées.

Enfin concernant l'intégration, le PNDS-Tarayya proposera à ses partenaires de l'UEMOA, de la CEDEAO et de la CEN-SAD une politique économique commune notamment, en matière agro-pastorale et d'infrastructures. Des propositions seront faites également dans le cadre du NEPAD.

2.1 Du programme de développement rural

Le Niger est très marqué par sa continentalité, avec les trois quart (3/4) de sa superficie en zone semi aride. La pluviométrie annuelle varie entre 100 et 700 mm par an. En revanche les eaux de surface sont importantes, elles totalisent un volume moyen de 34 milliards de m³ d'eau ; quant aux eaux souterraines elles sont estimées à 2000 milliards de m³ réparties sur l'ensemble du territoire. Les coupes excessives de bois et la sécheresses contribuent à faire disparaître environ 100 mille hectares de terres forestières chaque année ; ce qui porte le taux de régression de ces terres à plus de 60% en 25 ans. En ce qui concerne la faune, l'effectif ne représente plus que 10% de ce qu'il était dans les années 60 ; au titre de la biodiversité, le pays ne compte que cinq (5) aires protégées totalisant une surface de 8,4 millions d'hectares soit 6,6% du territoire national. La contribution au PIB des ressources animales et pastorales s'est, sous le poids des sécheresses successives et en raison de la faible capacité d'organisation du secteur, régulièrement dégradée ; elle est passée de 17,8% en 1983 à 12% en 1995. De plus les ressources environnementales se dégradent progressivement sous la pression de la population en forte progression et à plus de 80% rurale.



L'économie Nigérienne est basée pour l'essentiel sur des activités rurales qui assurent 90% des emplois et environ 41% du PIB. L'existence d'un potentiel important pour le développement du secteur rural faisait espérer depuis l'indépendance une transformation qualitative du niveau de vie dans les campagnes. Malheureusement, le niveau actuel de changement et de transformation du secteur, malgré les importants investissements, est loin d'être satisfaisant. Les résultats obtenus sont nettement en deçà des attentes ; dans certains cas, la situation a connu des reculs au regard de :

- la persistance du caractère subsistantiel des activités rurales avec une très faible productivité des exploitations et une faible ouverture du secteur aux marchés,
- la dégradation notable de l'environnement économique et institutionnel,
- la détérioration du niveau de vie dans les campagnes du fait des déficits alimentaires structurels,
- le cadre de vie rural rendu plus difficile entraînant l'exode rural et la naissance des problèmes sociaux graves dans les villes (délinquance, mendicité, vol, crime etc.),
- les contraintes socioculturelles encore vivaces dans le milieu rural,
- Un système de production engendrant une compétition aiguë dans l'utilisation de l'espace, source de conflits et de dégradation écologique.

Il est aujourd'hui incontestable que le secteur rural est très fortement soumis aux aléas climatiques et aux effets négatifs d'une pression démographique accélérée. Les deux dernières décennies ont été marquées par une détérioration du niveau de vie de la population, du fait de la faiblesse de la production végétale et animale. L'analyse des bilans céréaliers bruts de 1960 à 2001 fait ressortir que 22 années sur 41 ont été déficitaires. Sur les 22 dernières années 15 ont été déficitaires dont 11 avec plus de 200.000 tonnes. Quant au bilan fourrager, il a été déficitaire une année sur deux entre 1989 et 2003.

Pour expliquer la contre performance des politiques agricoles, les analystes invoquent généralement l'hostilité du climat, le poids des facteurs sociologiques, l'analphabétisme, l'insuffisance technique en milieu rural, la faiblesse de la recherche- vulgarisation, l'inadaptation du système éducatif, l'inorganisation des circuits commerciaux et d'approvisionnement et l'inadéquation des mécanismes de financement du secteur. Les causes de ces échecs sont à rechercher également dans la qualité des politiques, des stratégies, des approches employées reflétant :

- un manque de sincérité et d'intérêt politique réel accordé au secteur,
- l'absence d'une véritable politique agro-pastorale,
- l'inadaptation des stratégies et approches mis en œuvre,
- la mauvaise gestion des programmes et ressources,
- une insuffisance de la connaissance du milieu rural.

Le problème majeur de l'agriculture nigérienne est sa faible productivité. En effet, presque tous les rendements sont faibles relativement aux niveaux potentiels, avec une tendance à la baisse au cours des vingt dernières années.

Plusieurs causes expliquent cette situation :

- le peu d'innovation face au caractère aléatoire des cultures pluviales et l'élevage traditionnel ;
- la faiblesse des consommations en intrants agricoles et zootechniques pour des raisons techniques, économiques ou de non disponibilité ;
- Le bas niveau d'éducation et de formation des producteurs ;
- Le nomadisme et l'élevage de contemplation ;
- la libéralisation des prix aux producteurs et la mondialisation de l'économie ;
- l'abandon des paysans et éleveurs à la merci des spéculateurs.

Il ressort que les besoins essentiels du secteur rural sont loin d'être satisfaits.

Pour le PNDS-Tarayya la finalité du développement rural restera plus que jamais l'épanouissement de l'Homme dans le cadre d'un développement harmonieux de la communauté nationale toute entière. C'est pourquoi tous les efforts seront fournis pour amener le secteur rural à jouer pleinement son rôle historique de source d'accumulation et de génération de revenu, favoriser son intégration au rouage de l'économie moderne, conscientiser la population rurale sur la problématique du développement national.

A cette fin, la performance et la compétitivité constitueront une préoccupation majeure pour le PNDS.

Le PNDS accordera une priorité :

- au recensement et la prise en compte de tous les avantages comparatifs du secteur,
- à la vulgarisation de la science agricole, en vue de former des paysans de type nouveau,
- à la juste valorisation des terres agricoles par l'instauration d'une véritable justice sociale en matière d'accès aux ressources,
- à l'encouragement de la production des cultures endogènes et à la sécurisation des producteurs ruraux,
- à la définition d'une politique de prix au producteur conforme à son option de mise en œuvre d'une véritable politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées,
- à l'instauration des foires et fêtes dans l'objectif de récompenser les meilleurs agriculteurs et éleveurs,
- le soutien aux jeunes diplômés pour qu'ils s'investissent dans le secteur agro-pastoral.

Le parti mettra en œuvre les mesures suivantes pour porter la contribution du secteur rural à la croissance du PIB à un taux supérieur à celui de la population à travers les actions et mesures suivantes :

- **la promotion d'une gestion durable des ressources naturelles et des énergies domestiques alternatives** par l'amélioration des systèmes d'exploitation, la récupération à grande échelle des terres dégradées, l'amélioration de la gestion du

potentiel faunique et du couvert forestier naturel, l'introduction et/ou la promotion d'énergie alternative aux bois, le renforcement de la sécurité de l'occupation à long terme des terres et la délégation aux collectivités locales du pouvoir d'utilisation et de gestion de ces ressources.

Un fonds de recherche sera créé au sein de l'Université pour financer les projets de mise au point de semences hâtives à haut rendement, des méthodes culturales et d'élevage modernes intégrant la technologie locale.

- *l'exploitation judicieuse et la valorisation des produits forestiers,*
- *le Renforcement et la modernisation du secteur de la pêche* par la multiplication d'aménagements piscicoles et la vulgarisation des techniques de pêche performantes,
- *la promotion, l'intensification et la diversification des productions agricoles* par le développement des filières, l'amélioration du système de recherche / vulgarisation et le renforcement des capacités techniques des acteurs,
- *l'intensification de la production agro-pastorale* grâce à une mécanisation à grande échelle par la diffusion de matériels essentiellement à traction animale, la fourniture d'intrants à des prix accessibles aux producteurs et un dispositif efficace de protection des végétaux,
Aussi le parti s'attachera-t-il à faciliter l'accès à l'eau pour l'agriculture et l'élevage, à améliorer la fertilité des sols et à restaurer les aires de parcours dégradées. Les cultures irriguées et l'élevage prendront une part essentielle des investissements publics. L'investissement privé dans le secteur sera également encouragé.
- *La promotion et l'intensification de l'élevage* seront fortement encouragées pour constituer un complément sinon une alternative à l'agriculture compte tenu de l'aridité de l'environnement. A ce titre, des appuis substantiels tels que l'organisation des circuits de commercialisation, la recherche de débouchés, les incitations financières, la formation, l'encadrement seront apportés aux promoteurs.
- *L'amélioration de l'environnement économique et institutionnel du secteur* à travers :
 - le renforcement et l'amélioration du dispositif d'encadrement du secteur,
 - la création d'une *banque de crédit rural* sous forme d'une société d'économie mixte pour assurer le financement adéquat du secteur agricole,
 - la promotion d'industries locales de transformation de la production agricole et animale,
 - la promotion d'organismes ruraux performants,
 - la réhabilitation du mouvement coopératif ,
 - la redéfinition du rôle de l'Etat en matière d'appui aux organisations des producteurs,
 - le renforcement des capacités d'intervention de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRAN),

- la création de centres de service et de formation agro-pastoraux dans toutes les régions en vue de la formation de paysans de type nouveau,
 - la définition et la mise en œuvre pour chaque produit d'une stratégie d'exportation appropriée. En particulier, l'exportation des produits agro-pastoraux vers le Nigéria fera l'objet de dispositions particulières. Au delà, à l'image de ce qui se passe dans les pays de l'Union Européenne (UE) le PNDS-Tarayya proposera une politique agricole commune au niveau sous régional. En effet, il est inconcevable que des pays appartenant aux mêmes organisations importent par exemple de la viande de bœuf d'Amérique latine alors que le Niger est un grand pays d'élevage,
 - l'élaboration du cadastre de l'ensemble du pays.
- ***l'adoption d'une politique d'appui à la sécurité alimentaire*** dont les composantes sont :
- l'élaboration de stratégies d'importations et d'aides alimentaires en rapport avec l'objectif de développement de la production nationale,
 - la promotion de programmes spécifiques d'appui aux groupes vulnérables,
 - la facilitation de l'accès aux denrées alimentaires et aux services sociaux de base à la population rurale ;
 - l'amélioration de la gestion de l'**OPVN** basée sur un audit et l'augmentation du niveau du stock de sécurité alimentaire,
 - le renforcement des capacités du Système d'Alerte Précoce (SAP) pour lui permettre de jouer son rôle de prévention efficacement.

2.2 De la maîtrise des eaux



Il est généralement admis que le Niger dispose d'un potentiel hydraulique très important. Cette eau est difficilement mobilisable et le niveau de prélèvement de cette immense quantité d'eau est insignifiant. L'un des facteurs structurels contraignants pour le développement des activités de production étant les aléas climatiques, la maîtrise de l'eau devient une nécessité incontournable. ***C'est pourquoi le PNDS consacrera des moyens conséquents à la***

réalisation d'infrastructures hydrauliques pour atteindre d'ici 2009 un taux de desserte en eau potable de 80% en zone rurale, 90% en zone urbaine et pastorale et porter l'exploitation du potentiel irrigable du Pays à 50%.

Pour atteindre ces objectifs le parti entend développer les sous secteurs ainsi qu'il suit :

De l'hydraulique villageoise

Le taux de couverture théorique des besoins en eau potable est de 56% en 2002. Toutefois, il convient de noter qu'un nombre important de forages villageois estimés à 40% ne sont plus fonctionnels réduisant ainsi la couverture réelle des besoins en eau.

Pour atteindre l'objectif de taux de couverture effective de 80% à l'horizon 2009 le parti s'engage à réaliser un taux de croissance de 8% par an. En 2005 l'accent sera mis sur la réhabilitation des points d'eaux dégradés de manière à atteindre en 2006 un taux réel de couverture des besoins de 56%, 64% en 2007, 72% en 2008 et 80% en 2009. Dans cette perspective, il sera construit au cours du mandat 4515 puits cimentés, 2605 forages équipés de pompe à motricité humaine, 615 Mini Adductions d'Eau Potable (AEP) ; Ainsi que la réhabilitation de 827 puits cimentés, 1464 pompes à motricité humaine et 123 Mini-AEP.

De même pour assurer la viabilité des infrastructures et la pérennité du système les cadres stratégiques, juridiques et institutionnels de gestion de l'eau seront améliorés et renforcés à travers des réformes basés sur :

- La vulgarisation du cadre stratégique de gestion de l'Eau (Schéma de Mise en Valeur et de Gestion des ressources en eau, Document de Politique et de Stratégies, lettres de politiques sectorielles, Programme Hydraulique National...) ;
- Le développement de la gestion concertée et intégrée de la ressource eau à l'échelle de l'unité de gestion de l'eau ;

De l'hydraulique pastorale

Le taux de couverture est également faible ; mais le problème se pose surtout en terme de gestion des points d'eau répartis dans les régions concernées par l'élevage.

L'hydraulique pastorale doit répondre à une demande qui consiste à abreuver à l'extrême 1,5 millions d'Unité de Bétail Tropical (UBT) avec une consommation de 30l UBT/jour soit un volume de 16,4 millions de m³ d'eau par an, quantité dérisoire comparativement aux potentiels des aquifères de la zone qui est de plusieurs milliards de m³ Le problème n'est donc pas la disponibilité de l'eau mais sa mobilisation.

Notre ambition sera de :

- Créer des points d'eau nouveaux dans les zones déficitaires,
- Conforter les réseaux de puits traditionnels,
- Conforter la chaîne de l'eau le long des grands axes de transhumance.

En conséquence, le parti programme pour les 5 ans à venir la réalisation de 500 ouvrages hydrauliques.

De l'hydraulique urbaine

La Société d'Exploitation des Eaux du Niger gère actuellement 52 centres répartis sur l'ensemble du territoire national. Cela représente 70% des centres urbains.

La production actuelle de 36 millions de m³ par an soit 100.000 m³ par jour en moyenne ne couvre que 85% des besoins en période normale et 72% en période de pointe.

Le programme que le PNDS se propose de mettre en œuvre pour améliorer le secteur répond à trois nécessités :

- **accroître le taux de desserte à hauteur de 90%,**
- **créer les conditions d'une baisse du coût de l'eau,**
- **maîtriser les données relatives aux ressources et à la distribution d'eau en milieu urbain.**

Le PNDS veillera également à l'extension, en cours de mandat, des centres de gestion moderne de distribution d'eau aux gros villages et aux centres urbains non desservis.

De l'hydraulique agricole

Les réseaux hydrographiques d'eau de surface charrient plus de 30milliards de m³ et les eaux souterraines sont estimées à plus de 2000 milliards de m³ dont une infime partie est exploitée pour le développement de la petite irrigation.

Sur un potentiel irrigable officiel total de 270 000 ha environs 80 000 ha sont exploités (soit moins de 30%) dont seulement 13 500 ha sont aménagés avec maîtrise totale de l'eau (soit moins de 5%). Les cultures irriguées dites de contre saison représentent 67 500 ha soit à peine 20% du potentiel irrigable du pays.



La quantité d'eau souterraine et de ruissellement est immense et le potentiel irrigable très important. Il faut donc maîtriser cette eau. Le PNDS mettra par conséquent, l'accent sur les axes stratégiques structurants suivants :

- la réalisation du Barrage de Kandaji comme préalable à toute action d'importance sur le fleuve Niger qui serait ainsi sécurisé dans le bief nigérien,
- la prise en compte de la dimension « désensablement du fleuve » à travers des actions concertées de préservation des bassins versants avec les autres pays ayant le fleuve en partage,
- La gestion concertée des eaux internationales pour élargir le champ des terres irrigables.

Aussi le PNDS retient-il les actions suivantes :

- la réhabilitation en moyenne de 500 ha/an dans la vallée du fleuve et 500 autres dans l'Adder Douthi Maggia et la Komadougou,
- la mise en valeur de 10.000 ha à l'horizon 2009. Des opérateurs privés nationaux ou étrangers intéressés à investir dans le secteur de l'irrigation seront encouragés pour donner plus de vivacité à l'agro-industrie,

Le PNDS entend exploiter les opportunités qu'offre le NEPAD à travers son programme de développement détaillé de l'agriculture en Afrique (PDDAA) pour financer ces infrastructures.

- l'instauration d'un cadre incitatif à l'investissement et à la promotion de la petite irrigation privée. Cette activité sera surtout développée au profit des jeunes dans les zones péri-urbaines pour résorber le taux élevé de chômage qui les frappe. Elle concernera des périmètres individuels ou groupés qui seront exploités avec des technologies éprouvées,
- les programmes de défense et restauration des terres sur quelques 50.000 ha pour les cinq ans, des ouvrages d'épandage des crues sur certains affluents du fleuve Niger, le Goulbi Maradi, la Teloua dans l'Aïr, la Maggia pour un total de 250 ouvrages et la création d'environ 150 retenues d'eau dans des zones bien ciblées de l'Adder Douthi Magia (ADM) et qui intègrent la protection intégrale des bassins versants indispensables à leur pérennité,
- la réalisation d'études plus fines sur la base de données d'au moins dix (10) ans pour déterminer pour chaque région et chaque unité homogène, l'incidence de la pluviométrie pour la pratique des cultures irriguées : (meilleure connaissance des paramètres hydrologiques des cours d'eau, le comportement des nappes, les transports solides, le remplissage des mares et autres retenues d'eau etc),

Le Parti prévoit également la réalisation :

- des forages agricoles,
- des retenues et barrages partout où les potentialités se présentent lors de la réalisation des nouvelles routes.

2.3 Du développement des services

En 2003, le secteur des services (commerce, transports, tourisme et autres services) ont contribué à hauteur de 32,7% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). Il a enregistré ces trois dernières années les taux de croissance les plus élevés de l'économie nigérienne, en dépit de l'absence d'une politique volontariste de promotion et de son informalisation

croissante. Le caractère stratégique et le dynamisme du secteur sont liés à la position géographique du Niger (pays enclavé, carrefour des civilisations) et à ses potentialités naturelles.

En raison de la flexibilité des activités de services, de l'existence d'une demande potentielle extérieure solvable, du faible niveau des investissements nécessaires à sa relance le PNDS entend faire du secteur des services un vecteur de croissance, apte à générer à court et moyen terme des revenus substantiels et des emplois en milieu urbain et rural, et à contribuer activement au rétablissement des équilibres fondamentaux. Le programme de développement des services (PDS) s'articulera autour des principaux objectifs ci-après :

Du transport et du transit

Tenant compte de son coût (10% à 30% du coût de production des entreprises) qui entrave la compétitivité de l'économie nigérienne et de l'ambition de faire du Niger un pays de transit, les objectifs poursuivis dans le domaine du transport et du transit seront:

- ***La maîtrise, voire la réduction des coûts des transports terrestres et aériens,***
- ***Le désenclavement interne et externe et l'amélioration de la qualité des prestations, grâce à la restructuration profonde de l'offre de transport,***
- ***La sécurité des personnes et des biens.***

Pour atteindre ces objectifs le PNDS entreprendra les actions suivantes :

- le soutien aux jeunes diplômés pour la création d'entreprises de transport et de transit,
- une refonte de la fiscalité pétrolière,
- la construction et la réhabilitation des infrastructures de transit (port sec, terminal à container)
- le renouvellement du parc de transport public routier,
- la promotion des sociétés de transport public,
- l'amélioration de la desserte aérienne du Niger. Le PNDS-Tarayya proposera une politique commune au niveau sous régional pour améliorer sensiblement la couverture de la zone et favoriser le développement des activités économiques et touristiques,
- la promotion des moyens intermédiaires de transport en milieu rural et du transport collectif dans les zones urbaines,
- la suppression de toutes les entraves à la fluidité du trafic international et intérieur
- l'adéquation du cadre institutionnel et réglementaire, et l'application des textes
- le renforcement du rôle de régulation de l'Etat.

Du Tourisme, de l'hôtellerie et de l'artisanat

Longtemps marginalisées, ces activités qui souffrent d'un manque d'innovation, de la vétusté et de l'insuffisance des infrastructures, seront dorénavant mieux valorisées eu

égard aux potentialités dont elles disposent et aux opportunités offertes. A cet effet le parti engagera les actions suivantes :

- la recherche et l'aménagement de nouveaux sites touristiques ; ainsi que la création de conditions de compétitivité de l'industrie touristique,
- la diversification, le développement et la promotion des produits touristiques nigériens (tourisme social, tourisme culturel, l'écotourisme, etc.) en adéquation avec nos valeurs culturelles,
- la construction et la réhabilitation des infrastructures touristiques et hôtelières répondant aux besoins d'une demande de plus en plus exigeante,
- la vulgarisation des sites touristiques et la promotion de l'artisanat par les attachés commerciaux des Ambassades,
- la mise en place d'un programme de formation pour accroître le professionnalisme du personnel du secteur.

La dynamisation de l'industrie touristique et de l'hôtellerie devrait permettre de relancer le secteur de l'artisanat confronté à de sérieux problèmes de qualité et de commercialisation.

Le PNDS-Tarayya attachera une importance particulière à la restauration de la sécurité, car l'insécurité est le principal obstacle au développement de cette activité dans le nord du pays.

Du commerce

Le volume des échanges commerciaux du Niger avec l'extérieur qui reste relativement très insignifiant, est soumis aux contraintes de la mondialisation à travers les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et aux exigences de l'intégration régionale au sein de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le PNDS-Tarayya se fixe pour objectif dans ce domaine la conquête des marchés intérieur et extérieur pour les produits nigériens. Aussi envisage-t-il les mesures suivantes :

- le soutien aux jeunes diplômés pour la création d'entreprises commerciales,
- la diversification et l'augmentation de la production agricole, pastorale, industrielle et artisanale dans lesquelles le Niger dispose d'un avantage concurrentiel certain
- l'introduction des normes de production des biens et des services
- la généralisation de la démarche qualité
- l'accréditation des laboratoires d'analyse, de test et d'essai
- la certification des entreprises et des produits
- la modernisation et une desserte efficiente des marchés d'une certaine ampleur
- la création de zones franches

- la promotion soutenue des exportations par l'exploitation des potentialités et des opportunités liées à notre appartenance aux organisations sous régionales et celles offertes par le marché du Nigeria.

En ce qui concerne le commerce intérieur, le parti veillera plus particulièrement à la protection effective des consommateurs et à la disponibilité des produits de grande consommation tout en maîtrisant l'évolution de leur prix. De même le contrôle des poids et mesures sera renforcé.

La compétitivité et le développement des activités de transport, de commerce, du tourisme, de l'hôtellerie ne seront effectifs qu'avec l'utilisation efficiente des services de communication, un facteur de production en pleine mutation technologique.

Avec ce programme le parti vise un taux de croissance moyen de 10% et une création de 10 000 emplois au cours du mandat. Un tel programme constitue également une réponse au défi de la modernisation de notre économie pour faire du Niger une place internationale des services.

2.4 du développement des secteurs minier, industriel et énergétique

Du secteur minier

Le secteur minier qui jouait un rôle important dans l'économie nationale traverse une longue période de crise. La reprise des cours des différents métaux sur le marché international permet d'envisager l'avenir avec optimisme. L'ouverture prochaine de la mine de SAMIRA, la reprise annoncée de la prospection aurifère et uranifère sont des signes encourageants. Dans cette perspective la politique du PNDS-Tarayya reposera sur les axes stratégiques suivants :

- le renforcement du rôle de l'Etat comme régulateur d'abord du secteur minier et comme catalyseur ensuite de l'investissement privé,
- la définition de priorités dans les interventions relativement aux substances minérales et aux provinces métallo géniques afin de garantir un développement minier durable.

Aussi le parti se fixe t-il les objectifs suivants :

- ***la diversification de la production minérale par l'intensification de la recherche, la promotion minière, le développement minier,***
- ***l'amélioration de l'environnement institutionnel de l'investissement privé pour lui permettre d'assumer efficacement les options du Parti.***

Pour atteindre ces objectifs le PNDS veillera à la mise en œuvre des mesures ci-après :

- ***la réalisation de la cartographie minière du pays*** à une échelle adéquate pour 50% au moins du territoire contre 10% actuellement,
- ***la révision du cadre institutionnel et fisco-légal et la création d'externalités*** : dans ce cadre, un Forum International sur la Promotion et le Développement des Mines sera organisé périodiquement. Les activités minières sont généralement capitalistiques ; elles comportent également des risques importants. Pour attirer davantage d'investisseurs, le PNDS-Tarayya s'engage à créer un cadre institutionnel et légal qui permettra d'assurer sa compétitivité. La réalisation d'infrastructures de communication : routes, transports ferroviaires et fluviaux et la réduction du coût de l'énergie ainsi que la formation d'un personnel de qualité constitueront autant de facteurs incitatifs pour les investisseurs.
- ***la diversification de la production minière*** pour maintenir la performance des unités actuelles. De même le suivi continu de l'évolution de la filière Uranium sera assuré afin de garantir et pérenniser sa compétitivité. Les efforts de redressement et de diversification de la SONICHAR seront également poursuivis. SONICHAR mettra en œuvre un programme d'amélioration de ses réserves et sera chargée du leadership du pilotage de l'exploitation du charbon de Salkadamma dans la région de Tahoua au cours de ce mandat. Il s'agit de réduire la dépendance énergétique du pays vis à vis de l'extérieur et contribuer à la lutte contre la désertification et à l'allègement des tâches des femmes particulièrement en milieu rural. En plus de l'exploitation de l'uranium et du charbon, la Société des Mines du Liptako (SML) bénéficiera d'attentions particulières pour servir d'amorce au développement d'autres sociétés d'exploitation d'or. Enfin, l'intensification de la recherche minière doit aboutir à la création de nouveau pôles miniers régionaux (Pôles Liptako, Ader Doutchi et Aïr) par la mise en valeur des substances à forte valeur marchande (or, argent, etc.). Pour faire face à la demande en intrants agricoles une étude de faisabilité sur la mise en valeur des phosphates du Liptako et de Tahoua sera réalisée,
- ***le développement et le renforcement des activités des mines à petite échelle et des carrières***. Le parti s'investira dans l'exploitation des mines à petite échelle et des carrières (cassitérite, colombo, tantalite, gypse, matériaux de construction, etc.) afin de lutter contre la pauvreté par la création d'emploi et garantir des ressources supplémentaires pour les opérateurs économiques, les populations locales et l'Etat. En particulier, il sera étudié la faisabilité de l'augmentation de la capacité de production du ciment.
- ***le renforcement des outils de mise en œuvre de la politique***, en particulier le démarrage des activités du centre de recherche géologique et minière créé récemment.

- **la valorisation des matières premières** : le PNDS-Tarayya s'engage à créer les conditions de transformation la plus poussée possible des substances minérales. Il s'engage également à se battre contre l'échange inégal, notamment au sein des instances de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Le commerce équitable y sera son cheval de bataille.

Du secteur industriel



Alors qu'il constituait une fierté pour le Niger au cours des décennies 1960/1970, le secteur industriel n'est aujourd'hui que l'ombre de lui-même suite à la fermeture de la plupart des unités.

Les rares industries nigériennes (exception faite de celles de l'uranium) implantées essentiellement dans les localités de Niamey, Maradi, Zinder et Malbaza sont confrontées à des difficultés majeures telles que :

- le coût élevé de l'énergie,
- la fraude qui inonde les marchés de produits de qualité médiocre,
- la fiscalité qui exerce une forte pression sur le secteur formel.
- le coût élevé du transport,
- le risque pays qui obère les charges financières,
- l'importation sous tous azimuts des produits industriels finis constituant un frein au développement des industries locales,
- les délais trop longs pour la création d'entreprise et d'obtention de l'agrément au code des investissements,
- la faiblesse et l'inadaptation du cadre juridique,
- l'insuffisance des ressources appropriées pour le financement de l'investissement industriel,
- la préférence accordée aux activités d'import-export par nos opérateurs économiques.

Le PNDS affirme sa volonté de sauvegarder toutes les unités industrielles existantes et d'aider à la réhabilitation de celles qui peuvent être rentables en accordant la priorité aux industries de transformation des produits agro-pastoraux, aux industries pharmaceutiques et aux industries des matériaux de construction. Il mettra en particulier l'accent sur l'assainissement des entreprises.

Dans un cadre communautaire tel que l'UEMOA, la CEDEAO, la CEN-SAD le parti proposera une politique commune d'aménagement du territoire qui permettra de rendre plus attractifs des pays continentaux comme le notre. C'est le préalable à la mise en place du code d'investissement communautaire en discussion au niveau de l'UEMOA.

Toujours préoccupé par l'emploi des jeunes le PNDS-Tarayya créera les conditions pour que ces derniers soient les capitaines d'industrie de demain. Il édictera en particulier des mesures d'incitation à la création de nouvelles entreprises industrielles et proposera des conditions avantageuses tels que des prêts à des taux d'intérêt favorables pour les jeunes diplômés qui se lancent dans la transformation des produits agro-pastoraux.

Du secteur énergétique

Les politiques de développement jusqu'ici mise en œuvre ont toujours négligé le rôle fondamental de l'énergie qui constitue le principal catalyseur de tout développement économique et social durable.

Le bilan énergétique du Niger fait ressortir que les sources d'énergie traditionnelles (bois, charbon, résidus animaux et végétaux) représentent près de 94% de la consommation totale d'énergie contre 4,7% pour les produits pétroliers et seulement 1,3% pour l'électricité dont le taux d'accès des ménages ne dépasse guère 7,5%. Une telle situation, dans le contexte géo-climatique du Niger, ne peut durer. Par conséquent, le parti est convaincu qu'une réorientation fondamentale des politiques et services en matière énergétique est nécessaire.

Le secteur de l'énergie étant transversal aux secteurs dits prioritaires déterminant l'indice de développement humain, le PNDS mettra en place un cadre intersectoriel pour mieux promouvoir ce secteur. A cet effet, le PNDS se fixe comme priorités :

- la protection accrue de l'environnement à travers une substitution volontariste de la consommation de bois de chauffe par, notamment, le charbon minéral carbonisé et le gaz ; l'objectif étant de réduire d'au moins 5% par an la part des énergies non conventionnelles dans le bilan énergétique. Dans cette perspective, notre pays doit être un partenaire actif du projet de gazoduc Algérie-Nigéria à travers le Niger,
- l'accroissement du taux d'électrification du pays par une politique volontariste qui vise le raccordement d'au moins 15.000 nouveaux ménages par an à travers : l'extension des réseaux existants, la réduction des coûts de raccordement des ménages, la valorisation et la promotion des énergies renouvelables en milieu rural,
- la réduction de 15% du coût de l'énergie électrique,
- l'accélération de la recherche pétrolière à travers la promotion du potentiel national,
- un appui conséquent aux outils de mise en œuvre de la politique du secteur, notamment le fonds national de l'énergie,
- la valorisation des ressources énergétiques nationales tel que précisé dans le secteur des infrastructures, notamment la réalisation du barrage de Kandaji et la création de centrales nucléaires dans un cadre communautaire,
- un prix de fuel incitatif pour l'industrie,

2.5 *Des infrastructures*

L'enclavement intérieur et extérieur, la dégradation du réseau routier, la faiblesse des infrastructures énergétiques et de télécommunications sont des facteurs limitant les performances de notre économie. C'est pourquoi le PNDS se fixe comme objectifs de réaliser un vaste programme de renforcement, de diversification et de modernisation des infrastructures en vue de soutenir ses ambitions en matière de développement économique. De préférence ce vaste programme doit s'inscrire dans un cadre communautaire (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD etc...).

Des infrastructures routières et fluviales

L'enclavement du pays, l'immensité du territoire et la grande dispersion de la population sont autant de facteurs qui contribuent à grever lourdement la vie économique en coûts de transports. Par ailleurs, l'absence de voie ferrée, l'impossibilité d'utiliser le fleuve Niger en tant que voie navigable régulière, et l'insuffisance des activités aéronautiques font que les transports intérieurs et extérieurs reposent essentiellement sur le transport routier (pour plus de 90 %). Le réseau routier du Niger est constitué de 9.200 km de routes dont 3.760 bitumées et 5.440 en terres auxquelles il faut ajouter plus de 5.400 km de pistes.

Le transport routier constitue incontestablement un important secteur qui a bénéficié d'une relative attention au cours des trois décennies post-indépendance. Notre pays disposait jusqu'en 1990 du réseau routier le mieux entretenu de la sous région, selon tous les rapports IDA de l'époque.

Malheureusement la vague des privatisations des dix dernières années n'a pas épargné le secteur de l'entretien routier. La conséquence est que le réseau routier national se retrouve aujourd'hui dans un état de délabrement total parce que privé du minimum d'entretien depuis plus de cinq (5) ans. Plus de 53 % des routes en terre et 60 % de routes bitumées sont actuellement dans un mauvais état.

Conscient que toute stratégie de développement doit s'appuyer sur une trame routière qui constitue le réseau de base sur lequel les projets doivent se greffer, le PNDS se fixe comme objectif fondamental l'équipement du pays en infrastructures routières adéquates et la garantie qu'il devienne un pays de transit entre le Sénégal et l'Afrique centrale d'une part et entre le golfe de Guinée et le Maghreb d'autre part.

Pour y parvenir le PNDS envisage :

- ***de repenser le système d'entretien routier*** à la lumière de l'expérience désastreuse vécue depuis cinq (5) ans. En particulier le PNDS optera pour la ré-restauration du

système des équipes d'entretien sur les routes en terre pour assurer l'entretien courant en **régie directe** ou à travers **une agence routière**. Cependant l'Etat continuera à recourir au **secteur privé** pour l'entretien des routes bitumées, l'entretien périodique des routes en terre et la réalisation des ouvrages,

- ***de poursuivre la réalisation des liaisons internationales*** par la mise en œuvre d'un programme d'aménagement en routes bitumées des tronçons restants tels que : Ayorou -frontière Mali (40 km), la liaison transsaharienne (300 km) Assamaka-Arlit et le tronçon non bitumé Agadez-Zinder, ainsi que la liaison Diffa -frontière du Nigeria. Les opportunités offertes par les organisations régionales et sous régionales seront exploitées,
- ***de réaliser la liaison*** Filingué-Tahoua,
- ***d'amorcer la réalisation en route bitumée des liaisons transversales*** du pays suivant une priorité qui tienne compte de la rentabilité économique et de la position stratégique de chaque tronçon, l'objectif étant d'une part d'impulser les échanges entre la bande Sud à vocation agricole et la bande Nord à vocation pastorale, d'autre part de favoriser l'accès aux marchés du Nigeria, de l'Algérie, du Mali et de la Libye aux zones centrale et septentrionale de notre pays. Ainsi en sera t-il des axes Niamey-Ouallam, Madaoua-Bouza-Keïta, Maradi-Dakoro, Tessaoua-Mayayi, Dosso-Loga,
- ***de développer les réseaux de routes rurales*** sur la base d'un schéma directeur qui prend en compte la nécessité de réduire les disparités régionales et désenclaver les gros centres d'échanges commerciaux en milieu rural,
- ***d'améliorer les voies urbaines,***
- ***de diversifier et de renforcer les ouvrages de franchissement*** du Fleuve Niger et d'améliorer sa navigabilité y compris son dragage et la réalisation du barrage de Kandaji pour favoriser la mise en valeur des ressources du Liptako.

Des infrastructures ferroviaires :

Le PNDS accordera une priorité particulière à la prolongation jusqu'au Niger des lignes ferroviaires. Les études économiques existantes seront rapidement actualisées afin de dégager un ordre de priorité par rapport aux lignes ferroviaires susceptibles de desservir notre pays à savoir: ligne Parakou-Dosso-Niamey, ligne Dori-Téra -Niamey, ligne Kaura Namoda-Birnin Konn etc... ***Pour le PNDS, l'équipement de notre pays en infrastructures ferroviaires constitue une option essentielle*** qu'il entend défendre dans le cadre du **NEPAD**.

Du transport aéronautique :

Le PNDS entend favoriser :

- le désenclavement aérien de la capitale et assurer la desserte régulière des villes de l'intérieur par l'intégration ouest africaine au sein de la CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD,
- le renforcement des infrastructures sécuritaires de tous les aéroports. Dans ce cadre, les aéroports internationaux d'Agadez et Zinder seront réhabilités et modernisés pour qu'ils répondent aux exigences des trafics internationaux. Un service de qualité et un meilleur profit pour notre pays seront exigés de l'assistance escale,
- la multiplication des escales internationales,
- la création des conditions de compétitivité des lignes intérieures.

Une diplomatie active sera développée en vue de faire aboutir le projet de création d'une compagnie commune aux Etats Ouest Africains.

Des infrastructures de télécommunication :

Le Niger est classé aujourd'hui dernier pays au monde en terme d'indice d'accès aux technologies numériques (classement UIT) malgré la privatisation de SONITEL et les investissements consentis. De plus, les coûts de communication restent exorbitants, comparés à ceux de la sous région. Les performances techniques demeurent faibles. Quand on sait que le 21^{ème} siècle est celui des technologies de l'information et de la communication, le PNDS ne peut laisser une telle situation compromettre l'avenir du pays. Pour notre Parti, l'Etat doit maintenir sa présence dans le secteur, veiller à faire respecter les obligations aux parties prenantes et garantir des infrastructures de communication viables à des coûts concurrentiels.

Dans le cadre de la privatisation de la SONITEL, le PNDS veillera au respect des engagements par les parties contractantes.

Enfin le PNDS encouragera les entrepreneurs privés de la téléphonie et veillera à la satisfaction de la demande. Il veillera au développement des technologies de l'information et de la communication.

Des Communications postales :

Le PNDS œuvrera pour le maintien de la poste et à son implantation dans les zones rurales. Il mettra tout en œuvre pour favoriser la reprise des activités de la Caisse Nationale d'Epargne (CNE) de l'Office National de la Poste et de l'Epargne (ONPE) et la préservation des activités du Centre des Chèques Postaux (CCP), afin de faire de ces deux outils un moyen efficace de promotion économique en milieu semi urbain et

rural. En effet, un objectif économique important est la mobilisation de l'épargne en vue d'assurer les financements massifs et volontaristes que le parti compte entreprendre.

Des Infrastructures énergétiques :

Le PNDS poursuivra le programme d'extension et de renforcement des infrastructures énergétiques initié par la Nigelec. Il engagera, avec l'appui éventuel du NEPAD, une politique de diversification de sources d'approvisionnement afin d'assurer au pays une indépendance énergétique à long terme et une réduction des coûts de production et de transport de l'électricité. Il s'agira notamment :

- De la promotion de l'hydro - électricité par la réalisation de barrage de Kandaji
- De la réalisation d'une deuxième centrale thermique à charbon dans la région de Tahoua (Salkadamna)
- De la promotion de l'utilisation pacifique des techniques nucléaires à travers la réalisation de centrales nucléaires de grande taille dans le cadre d'une coopération régionale.

Cependant, en attendant que ces objectifs soient atteints, il est nécessaire que l'Etat continue à maintenir sa coopération avec le Nigeria et sa présence dans les secteurs de l'eau, de l'électricité et de l'approvisionnement en produits pétroliers. Ainsi, les outils de mise en œuvre de la politique du secteur énergétique (NIGELEC, SONIDEP, SONICHAR) seront préservés ***avec une présence majoritaire de l'Etat.***

Le développement des interconnexions des réseaux électriques sera poursuivi, notamment par la construction d'une deuxième ligne d'interconnexion 330 Kv Birni Kébbi (Nigéria)-Niamey (Niger)-Ouagadougou (Burkina Faso).

La réalisation de cette ligne permettra non seulement de sécuriser l'alimentation électrique de la capitale, mais aussi de rendre viable le projet du barrage de Kandaji en offrant la possibilité d'exportation de l'excédent de production électrique par rapport aux besoins nationaux.

3. Du secteur privé

Le PNDS-TARAYYA entend promouvoir le secteur privé, car l'expérience montre que le rôle économique de l'Etat doit se limiter aux grands secteurs stratégiques. Aussi le PNDS-Tarayya veillera t-il à :

- la promotion d'un partenariat entre l'Etat, le privé extérieur et le privé national,
- l'allégement de la fiscalité,
- l'assainissement de l'environnement administratif et juridique à travers la simplification et la modernisation des textes et des procédures,

- la prise en compte des préoccupations du secteur privé dans l'élaboration des politiques et des stratégies,
- la formation des compétences nationales pour doter les industries et les services de cadres capables de répondre aux exigences d'une production de qualité,
- la réhabilitation et le renforcement du Centre Nigérien du Commerce Extérieur (CNCE) en ressources humaines compétentes pour la nécessaire animation du secteur privé.

Le Parti entend réhabiliter le financement du secteur privé.

Ainsi :

- les banques seront soutenues par des incitations favorisant l'investissement,
- la modernisation, l'allègement et la simplification du cadre institutionnel et juridique du système de financement seront une priorité,
- des lignes de crédit et des fonds de garantie à conditions douces, souples et adaptées à chaque secteur seront mis en place,
- des négociations seront menées avec les Etats membres de l'UEMOA et les banques locales pour obtenir la réduction substantielle des taux d'intérêt appliqués aux financements des investissements productifs,
- des emprunts obligataires seront périodiquement contractés pour accroître les capacités de soutien de l'Etat aux secteurs productifs,
- des initiatives seront prises pour encourager les nigériens de l'extérieur à rapatrier leur épargne ; les banques qui s'engageront dans cette opération bénéficieront d'appuis divers,
- un système de financement de proximité sera développé dans toutes les zones de production. Les caisses d'épargne et de crédit bénéficieront de ressources de financement à des conditions douces. Des lignes de crédit y seront logées par la banque de crédit agricole qui sera créée et le cas échéant les ressources des volets crédits des projets et programmes et de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE),
- les relations entre la banque de crédit agricole, la Banque Régionale de Solidarité (BRS) et les caisses d'épargne et de crédit seront consolidées et développées en vue d'accroître et adapter les financements aux besoins de production et de commercialisation de proximité.

Le PNDS s'investira également dans la réduction des coûts des facteurs à travers :

- L'amélioration des infrastructures de transport et de télécommunication pour réduire les coûts, faciliter les transferts des intrants, des produits finis et les télécommunications.
- La réduction des coûts de facteurs tels que l'électricité, le fuel, le transport etc... dont le poids contribue fortement à la faible compétitivité des produits.

Toutes ces mesures doivent concourir à inverser la tendance actuelle observée dans l'espace UEMOA en matière d'investissement et d'industrialisation, qui place au premier rang les pays ayant un débouché sur la mer. C'est le lieu de rappeler encore une fois, que l'adoption d'un code d'investissement communautaire au niveau de l'UEMOA doit avoir pour préalable, l'élaboration d'une politique d'aménagement du territoire de l'union de façon à rendre attractifs les pays de l'hinterland aux investisseurs.

4. De l'intégration régionale

Le PNDS-TARAYYA reste convaincu que dans toute entreprise, le progrès et la réussite sont tributaires d'esprit d'initiative, de prévision et de programmation. IL est persuadé que la construction de l'intégration ne fait pas exception à cette règle et qu'elle a, plus que jamais, besoin de visionnaires conscients de la nouvelle répartition des tâches.

Aussi entend-il faire en sorte que le Niger ne se contente plus de réagir au coup par coup à l'occasion de l'examen des dossiers qu'il reçoit de la CEDEAO, de l'UEMOA et de la CEN-SAD. Il doit faire preuve d'initiative et de leadership, créer, voire anticiper les événements s'il veut exploiter au maximum les opportunités qu'offre l'intégration régionale.

La recherche de solutions pour faire face aux défis de la globalisation à travers notre appartenance à un espace économique et monétaire implique pour nous une réflexion et une approche pragmatique.

Il reste que pour le Niger, le meilleur cadre d'intégration économique régionale demeure la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la CEN-SAD qui comprennent le Nigeria avec lequel il partage plus de 1 500 km de frontière et qui est son premier client et son premier fournisseur dans la sous région. En conséquence, le PNDS s'investira pleinement dans la promotion de l'intégration régionale particulièrement dans le cadre de ces organisations ainsi que celle de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en s'entourant des précautions suffisantes pour que l'intégration sous régionale ne se fasse pas au détriment de nos capacités productives.

Dans toutes les négociations que notre Pays mènera, le PNDS fera prévaloir avec détermination la spécificité structurelle de notre économie, du fait de sa position géographique et des aléas climatiques. Dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD) notre Pays s'intéressera aux projets reliant le Nigeria à la Méditerranée où allant de l'océan atlantique à l'Afrique de l'Est en matière de chemin de fer, de gazoducs, de télécommunications, d'infrastructures routières et aéroportuaires.

Le PNDS cherchera à faire en sorte que plusieurs de ces grands projets aient leur sièges à Niamey au Niger, compte tenu de la situation économique particulière du Pays qui affecte durement le niveau de vie des populations. Tous ces projets doivent être partie intégrante d'une politique communautaire commune d'aménagement du territoire.

5. De la consommation des ménages

Les inégalités dans les revenus ont une incidence négative sur la croissance de la demande de consommation des ménages, donc sur la croissance économique. Par conséquent, la lutte contre les inégalités n'est pas simplement une question morale ; c'est une nécessité du développement économique.

D'après les chiffres du dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement dans le monde, notre pays a l'un des indices mesurant les inégalités (indice de Gini) le plus élevé. Par ailleurs, toujours selon le même rapport, son classement à l'avant dernier rang mondial sur la base de l'indice du développement humain est plus défavorable que son classement selon le PIB. Cela est la preuve que la richesse qui y est créée est mal répartie.

La crise économique que vit notre pays est avant tout une crise de sous consommation. Aussi, pour soutenir la croissance économique, le PNDS-Tarayya se fixe t-il pour objectif la mise en place d'une politique de revenus favorable aux couches sociales les plus défavorisées.

L'écrasante majorité de la population vivant en milieu rural, la priorité sera d'accroître les revenus des producteurs ruraux par le moyen d'une politique de prix aux producteurs. Cela suppose une lutte implacable contre les intermédiaires qui volent aussi bien les producteurs que les consommateurs en achetant les produits à un prix très bas et en les revendant à des prix élevés.

Par ailleurs, plus de 63% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, la lutte contre cette dernière, non pas seulement sa réduction pour la rendre plus supportable aux pauvres, impulsera sensiblement la consommation et par voie de conséquence la croissance économique.

Il est indispensable d'accroître les revenus des fonctionnaires dont les salaires nominaux ont été réduits de près de 30% et les salaires réels dans une proportion encore plus grande. Il va sans dire que cela suppose un accroissement des recettes fiscales.

Une politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées qui ne tiendrait pas compte de la nécessité d'une véritable couverture sociale de la population

serait incomplète. Aussi, le PNDS-Tarayya se propose t-il d'étudier et de mettre en œuvre une couverture sociale universelle.

Enfin, une politique de revenus en faveur des couches sociales les plus défavorisées et en vue de créer une classe moyenne permet de consommer des produits nationaux évitant ainsi d'exporter les effets de la croissance à l'extérieur.

DES SECTEURS SOCIAUX

Les indicateurs sociaux se sont dégradés au point de placer durablement le Niger à l'avant dernière place de l'indice de Développement Humain. L'espérance de vie des nigériens est en dessous de 50 ans. La mortalité des enfants est une des plus forte du monde. L'éducation et la santé sont dans un état de dégradation poussé. 89% des femmes sont analphabètes et crouissent sous le poids du travail physique etc...

I. De l'éducation de base

D'après une étude de la Banque Mondiale de mars 2004 intitulée « nourrir, éduquer et soigner tous les nigériens : la démographie en perspective » les projections démographiques à partir des niveaux de fécondité et de mortalité connus font apparaître que la population scolarisable connaîtra une croissance extrêmement rapide. De 359.000 en 2000 elle passera à 538.000 en 2010, puis 812.000 en 2020 et plus de 3 millions en 2050.



La même étude précise que :

- le nombre des enfants âgés de 6 à 12 ans qui doivent être scolarisés au primaire devrait passer de 2,2 millions en 2000 à 3,3 millions en 2010 et 4,5 à 5 millions en 2020,
- les indicateurs de performance comme les taux d'encadrement et le ratio élève par classe se dégradent,
- le recours au système de « double flux » ne favorise pas une grande efficacité de l'enseignement,
- la baisse de l'efficacité du système scolaire se traduit par des taux de redoublement très élevés, des faibles taux de réussite aux examens et une déperdition scolaire très importante qui remet à la rue 40% des enfants scolarisés,

- sur les 4112 écoles primaires du pays, seules 1041 d'entre elles proposent l'intégralité du cycle de l'enseignement primaire.

Par ailleurs,

- le taux brut de scolarisation est officiellement de 50% en 2004,
- le taux brut de scolarisation pour l'éducation de base II est de 16,5% pour la même année.

Pour notre parti, la question est de savoir comment assurer une place à l'école aux 2/3 des enfants d'ici 2009 sans que les charges y afférentes ne soient insupportables pour le budget de l'Etat. Une autre préoccupation est de faire en sorte que les ressources affectées au secteur soient utilisées de façon optimale et efficiente.

Des mesures politiques et stratégiques

Au regard de l'état de déliquescence dans lequel se trouve notre système éducatif (conditions de travail désastreuses, faible niveau des élèves et fraude aux examens) le PNDS Tarayya ambitionne de sortir l'éducation de l'abîme dans lequel elle est plongée et d'en faire le pilier du développement économique et social du Niger. En conséquence, la politique éducative que le parti va mettre en œuvre visera le développement des facultés de chaque nigérien afin de créer les conditions intellectuelles idoines pour le développement. La politique du parti mettra l'accent sur l'enseignement technique et la formation professionnelle en lieu et place de la primauté accordée actuellement aux apprentissages cognitifs.

Pour soutenir cette politique le PNDS procèdera à la révision de certaines clauses du statut des enseignants contractuels afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail et ce pour rendre la profession enseignante plus attrayante. Dans ce cadre, la loi sur la retraite anticipée sera abrogée et des dispositions seront prises pour continuer à profiter de l'expérience de certains corps tels que les inspecteurs et conseillers pédagogiques.

Relativement au financement de l'expansion de l'offre éducative le parti accordera au secteur un financement conséquent et conformément aux engagements internationaux souscrits par notre pays. Par ailleurs, il sera fait appel aux différents acteurs pour assurer une plus grande implication de tous dans l'effort d'amélioration des conditions de travail des enseignants et des élèves.

Pour faciliter la mise en œuvre des mesures politiques et stratégiques sus mentionnées le PNDS envisage de :

- négocier une trêve d'au moins une année pour faire le bilan de toutes les réformes entreprises afin de dégager un projet qui sera porté par toutes les parties prenantes et mis en œuvre conséquemment,

- dépolitiser la gestion de l'école par la réintroduction du mérite et la sérénité indispensable au travail scolaire,
- mobiliser tous les acteurs autour du financement de l'éducation par :
 - l'information des partenaires sur la déliquescence de l'école nigérienne et les réponses que la situation appelle,
 - l'accélération des négociations avec les partenaires techniques et financiers pour assurer le financement du programme tenant compte de la nécessaire harmonisation des procédures de décaissement des ressources et l'amélioration des modalités de déblocage de la contre partie nationale,
- améliorer la qualité de l'enseignement et des apprentissages par notamment :
 - le relèvement du niveau des formateurs des écoles normales,
 - la révision du mode de recrutement des élèves maîtres,
 - la révision du contenu et du mode d'évaluation de la formation,
- élaborer le curriculum de référence et les curricula optionnels dans les meilleurs délais.

De manière pratique, les objectifs concrets du PNDS-Tarayya dans le secteur de l'éducation de base sont :

- réaliser un taux de scolarisation de 70% à la fin du mandat,
- construire au moins 2.500 classes par an pour que toutes les écoles disposent de 6 classes et faire face aux besoins nouveaux,
- recruter au moins 2.500 enseignants pour occuper les classes construites,
- réévaluer le système dit « du double flux »,
- doter les classes de matériels didactiques de qualité et quantité suffisantes.

2. De l'enseignement secondaire

L'enseignement secondaire accueillait en 2002 selon les statistiques officielles, 110546 élèves encadrés par 4.173 professeurs dans 314 établissements ; ce qui correspond à un taux brut de scolarisation d'environ 16,5%. Ces faibles taux tirent leurs fondements dans la crise que connaît l'éducation, caractérisée pour l'enseignement secondaire par:

- des mauvais résultats aux examens et d'importantes déperditions,
- un personnel enseignant peu qualifié et peu motivé comprenant une proportion de plus en plus importante d'appelés du Service Civique National et des contractuels (plus de 50 % des effectifs),

- un personnel d'encadrement insuffisant ne disposant pas de moyens de travail,
- des programmes inadaptés au contexte socio-économique national,
- une forte prédominance de l'enseignement secondaire général au détriment de l'enseignement technique et professionnel. En effet, en 2001 environ 88 % des élèves orientés ont été envoyés dans les lycées et Complexes d'Enseignement Secondaires (CES). Il serait proprement suicidaire pour notre pays de maintenir et encourager cette tendance. Aussi, le parti entend t-il inverser cette tendance en orientant une proportion de plus en plus importante d'élèves vers des établissements de formation professionnelle et technique.

De plus l'enseignement secondaire reste fortement tributaire des financements publics, de plus en plus rares.

Face à toutes ces contraintes, quelles sont les mesures que le PNDS compte mettre en œuvre pour asseoir au Niger un enseignement secondaire performant ?

Le PNDS-Tarayya se fixe pour objectifs :

- l'accroissement du taux de scolarisation de 13 % en 2002 à 26 % en 2010,
- l'amélioration du taux de transition du cycle primaire au cycle secondaire,
- l'amélioration du taux général de survie au collège de 56 % en 2002 à 65 % en 2010,
- la réduction du pourcentage de redoublants de 19 % en 2001 à 12 % en 2010,
- une formation professionnelle minimale à tous ceux qui sont appelés à enseigner dans les collèges,
- une formation continue obligatoire pour tous les enseignants en activité,
- la formation du personnel d'encadrement (Conseillers pédagogiques et Inspecteurs) en nombre suffisant,
- une révision pertinente des programmes.

Le Parti envisage le développement de l'enseignement moyen en terme d'amélioration de la qualité et d'accroissement de la quantité, de façon à fournir à l'enseignement supérieur des élèves performants. Aussi le parti mettra t-il en œuvre les mesures nécessaires à l'amélioration de la qualité de l'enseignement moyen, à savoir :

- l'amélioration des conditions d'apprentissage par l'équipement des lycées et CES en laboratoires et bibliothèques, la mise à la disposition des élèves de manuels de qualité en quantité suffisante et l'introduction de l'informatique et des technologies de l'information et de la communication,
- une meilleure prise en charge des élèves particulièrement ceux des milieux défavorisés,
- la revalorisation de la fonction enseignante par l'amélioration des revenus et une politique hardie d'accès aux logements.

3. De l'enseignement supérieur

Jadis l'Université Abdou Moumouni (UAM) s'était donnée une prestigieuse renommée. Ce passé glorieux a permis un rayonnement de l'Université au-delà des frontières. Malheureusement, ces dernières années cette institution a connu une déchéance progressive. Laisse à l'abandon depuis l'avènement du pouvoir actuel l'UAM se meurt à petit feu, comme si les autorités se sont données la mission de la liquider purement et simplement. Ce comportement trouve ses origines probablement dans :

- le complexe que ces autorités manifestent à l'égard du monde du savoir,
- le passé politique du MNSD alors Parti Etat contre lequel le milieu contestataire de l'Université a représenté une foudroyante fronde lors de la Conférence Nationale,
- les valeurs de réussite sociale fondées sur des normes mafieuses.

Face à cette situation, le PNDS Tarayya se fait le devoir historique d'apporter des réponses concrètes et durables en vue du sauvetage de l'enseignement supérieur. A cet effet, il s'engage à prendre des mesures urgentes pour restaurer l'enseignement supérieur. Ainsi, il nous semble impérieux de :

- réviser le cadre institutionnel,
- faciliter l'accès à l'Université à tous les bacheliers,
- adapter la formation et la recherche au besoin du développement et des usagers de l'enseignement supérieur.

A cette fin, le PNDS-Tarayya oeuvrera pour la mise en œuvre des mesures suivantes :

- la reprise des statuts de l'Université et des enseignants chercheurs en rapport avec ces derniers notamment pour transformer l'Université en Unité de Formation et de Recherche (UFR), revaloriser le statut de l'enseignant et lui créer des conditions idoines pour la recherche.
- la programmation annuelle de la construction d'infrastructures,
- la création d'Instituts Universitaires de Technologie (IUT),
- la démocratisation du régime d'attribution et de la gestion des bourses ainsi que l'assainissement de l'Agence Nigérienne d'Attribution des Bourses (ANAB),
- la restauration de la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de la Technologie (MESR/T) sur tous les établissements publics d'enseignement supérieur,
- la restauration du Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU) en tant qu'établissement public,
- la conception et la mise en œuvre des axes, programmes et projets nationaux d'enseignement et de formation en accord avec les besoins nationaux en cadres,

- la planification de l'ouverture des 3^{ème} cycle,
- le relèvement du taux d'encadrement,
- l'équipement des salles, des laboratoires et des bibliothèques,
- l'élaboration des normes académiques et les faire respecter par les établissements privés,
- la stabilisation des années académiques,
- la conception et mise en œuvre des axes, programmes et projets nationaux de recherche en accord avec le développement économique social et culturel du pays,
- la valorisation des résultats de la recherche,
- l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour une exploitation optimale des possibilités de recherche dans le cadre sous-régional et régional,
- la planification des programmes de recherche sur une période suffisamment longue pour pouvoir mieux appréhender les problèmes de développement et les structurer en tranches annuelles d'exécution sous forme de projets et d'opérations exécutables et se prêtant à des exercices véritables d'évaluation,
- la création d'un Centre Hospitalier Universitaire (CHU),
- l'opérationnalisation du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et la de Recherche (CNESR),
- l'accroissement de la subvention hors salaires allouée à l'UAM de manière à tenir compte des besoins réels de formation de qualité,
- le développement de l'expertise en particulier par des prestations de service fournies par les laboratoires et par la création de nouveaux bureaux d'études au sein de l'Université,
- la budgétisation des ressources générées par les activités des organes d'exécution, notamment la vente de produits de recherche, les sommes perçues sur les demandes agréées d'autorisation de recherche,
- une étude de faisabilité relative à la création d'une seconde Université sera réalisée.

4. De l'enseignement et la formation professionnels et techniques

L'Enseignement et la Formation Professionnels et Technique (EFPT) est un secteur marginalisé du système éducatif. En 2004 ses effectifs représentent à peine 8 % dans le post primaire, soit approximativement 12 000 apprenants, tous niveaux et toutes filières confondus. Environ 60% de ces effectifs sont concentrés à Niamey et plus de 30% sont dans le privé. On dénombre 120 structures de formation. Cette sous représentation rend l'accès à l'EFPT très difficile. Les coûts de formation élevés accentuent davantage cette difficulté.

Les établissements d'EFPT sont gérés par plus d'une vingtaine de tutelles en l'absence tout mécanisme de coordination. Dans leur grande majorité ils ne sont régis par aucun statut tout comme il n'existe aucun texte spécifique à l'EFPT qui puisse constituer une base de référence pour orienter les actions.

Les filières de formation calquées sur le modèle français des années 1960 sont le plus souvent inadaptées au contexte Nigérien. En outre elles ignorent pour l'essentiel le secteur agropastoral qui occupe environ 80% de la population. Quant à l'artisanat, il n'a pu profiter des formations professionnelles que grâce aux projets dont principalement DANI et NIGETECH.

Tous ces indicateurs auxquels il faut ajouter l'insuffisance d'un personnel formé et motivé, la vétusté des équipements et les moyens de fonctionnement dérisoires affectés à l'EFPT, ont rendu le système inefficace au plan interne et externe. La qualité du système est continuellement en régression ; devenant de plus en plus une usine de production de chômeurs et de la main-d'œuvre de niveau inférieur.

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'EFPT ?

Il est démontré qu'il ne peut pas y avoir de développement économique sans celui de l'EFPT. C'est ce que nous rappelle la 3^{ème} conférence des Nations Unis sur les PMA, tenue en mai 2001 à Bruxelles, où la communauté internationale a reconnu, dans la Déclaration et le Programme d'actions adoptées, que la lutte contre la pauvreté, premier objectif des politiques sociales et économiques dans les PMA, passe par le renforcement des capacités nationales, notamment en matière de formation technique et professionnelle.

Nous avons aussi à l'esprit, l'exemple de la Chine qui avait programmé de faire passer dans le secondaire, les effectifs de l'EFPT de 28,5 % à l'époque en 1978 lorsqu'elle avait décidé de se développer, à 60 % en 20 ans. Les chinois se référaient en cela à la physionomie des systèmes éducatifs des pays hautement développés.

La réforme du système de l'EFPT est donc une nécessité pour répondre aux impératifs du développement. ***Le PNDS-Tarayya entend fonder l'EFPT sur le principe de profiter à toute la population et de développer tous les secteurs de l'économie. Dans ce cadre une politique nationale sera rapidement élaborée pour harmoniser les actions, améliorer la programmation et rationaliser l'utilisation des ressources. Le parti mettra en œuvre les actions et mesures ci-après :***

- toutes les structures d'EFPT seront placées sous la tutelle d'un seul ministère,
- des instances de concertation seront créées au niveau national et régional. Leur vocation sera de faire participer tous les acteurs socioéconomiques à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes sectoriels de l'EFPT,
- les instances de gestion chargées de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques d'EFPT, seront redynamisées et outillées en rapport avec leurs missions. Elles seront renforcées par des instances d'appui : Observatoire l'Emploi et de la Formation et des instances d'aide à la décision : antennes d'information,

- des dispositifs de financement viables et pérennes seront créés pour soutenir notamment le développement des formations dans le secteur agropastoral et pour appuyer la rénovation de l'apprentissage qui a l'avantage de faciliter l'insertion en plaçant l'apprenant dans le contexte du métier qu'il prépare,
- les entreprises seront encouragées à s'investir dans la promotion de l'EFPT par diverses mesures d'incitation y compris fiscale,
- les régions seront invitées à partager la responsabilité de l'EFPT avec l'Etat ; elles devront notamment affecter 1% de leur budget à ce domaine,
- enfin l'Etat mobilisera les partenaires au développement sur des programmes et projets conçus selon un schéma directeur de développement de l'EFPT.
- les instances d'exécution seront également concernées par notre action ; ainsi :
 - les structures d'EFPT seront multipliées dans toutes les régions pour rapprocher l'offre de la demande. Elles assureront tous les types de formation selon les besoins exprimés ou identifiés. Ces structures seront dotées de moyens conséquents pour assurer leurs missions. Elles seront dotées de statuts et de conseils d'administration.
 - le statut des formateurs sera amélioré. Il sera élaboré et mis en œuvre un plan global de recyclage et de formation pédagogique.
- les filières de formation seront adaptées à la structure de notre économie. Le secteur agricole fera l'objet d'une attention particulière. En France où les actifs de l'agriculture sont moins de 5% de la population, l'enseignement agricole est très développé.
- les formations seront conçues et conduites sur la base d'une démarche par compétences qui consiste à définir les qualifications requises pour exercer un métier donné à un niveau donné et ensuite les traduire en objectifs de formation.
- les offres de formation seront variées pour répondre aux besoins à différents niveaux de qualification et de responsabilité. Il sera notamment développé la formation initiale, la formation par apprentissage, la formation continue et tout type de formation qui vise la création des Activités Génératrices de Revenus (AGR).
- **les mesures d'accompagnement** : l'objectif de la nouvelle politique d'EFPT est de faire passer les effectifs de l'enseignement professionnel et technique de 8% à 25% de ceux de l'enseignement de I et II à la fin du mandat. Cela induirait un flux important des sortants de l'EFPT qu'il faudra insérer le tissu socioéconomique. Des mesures énergiques d'accompagnement en l'occurrence :
 - la création des fonds spéciaux destinés d'une part à stimuler les entreprises et ateliers à embaucher les sortants de l'EFPT et d'autre part aider les jeunes formés à s'installer à leur propre compte.
 - la mise à contribution de tous les autres secteurs de l'économie dans la création d'emploi.

Des chantiers ambitieux et à haute intensité de main d'œuvre qualifiée seront initiés dans les domaines suivants :

- ✓ la multiplication des exploitations agropastorales intensives,
- ✓ la récupération des sols et reboisement,
- ✓ l'hydraulique pour rendre l'eau facilement accessible,
- ✓ la construction des infrastructures en ville et en campagne,
- ✓ l'assainissement des villes.

L'Etat dégagera pour cela des moyens conséquents et mobilisera tous azimut les partenaires techniques et financiers.

5. De la santé

Malgré les importantes ressources consacrées au secteur, à travers les projets financés par les partenaires au développement au cours des dix dernières années et, plus récemment à travers les fonds de l'IPTE, le secteur de la santé n'a pas connu une amélioration significative. Ainsi :

- les taux de mortalité maternelle (7%0), infantile (123%0) et infanto-juvénile (274%0) sont parmi les plus élevés au monde,
- le taux de couverture sanitaire (47,6%) demeure très faible, tout comme le taux de couverture vaccinale notamment chez les enfants (BCG 64%, rougeole 64%, DTC3 52%) et les femmes en âge de procréer (VAT2 plus 50%),
- le VIH/SIDA a tendance à augmenter,
- la recrudescence du paludisme et de la tuberculose est nette.

De même des problèmes importants demeurent dans le secteur, tels que :

- l'inadéquation entre l'accroissement démographique et les ressources mises à disposition,
- la grande disparité dans la répartition des ressources humaines, financières et matérielles entre les zones rurales et urbaines, les activités préventives et curatives et le milieu hospitalier et non hospitalier,
- l'irrégularité de la disponibilité des médicaments essentiels, leur distribution anarchique, l'insuffisance notoire du contrôle et de l'utilisation des médicaments, la médecine et la pharmacopée traditionnelles peu développées,
- l'environnement défavorable à la promotion de la santé caractérisé par la persistance de l'insalubrité du milieu, l'insuffisance d'hygiène, le déficit alimentaire chronique, l'accès limité à l'eau potable,
- la faible implication des communautés dans la gestion des services de santé,
- l'insuffisance de collaboration entre le ministère de la santé et celui en charge de l'enseignement supérieur en particulier avec l'Université Abdou Moumouni.

Soucieux de l'intérêt général des populations, le PNDS Tarayya fait de la santé une préoccupation majeure. C'est pourquoi, il entend mener les actions suivantes :

- le système national de santé sera revitalisé pour assurer l'accessibilité des services, l'efficacité des soins de santé, l'équité dans la fourniture des soins et l'efficacité de la gestion des établissements de santé. Le parti se fixe comme objectif ***un accroissement de 5% de la couverture sanitaire*** par an en ***basant sa politique sur le district sanitaire***. Pour ce faire, la construction des cases de santé dans leur conception actuelle sera arrêtée ; celles qui sont déjà réalisées seront transformées en Centre de Santé Intégré (CSI) ; de même, les hôpitaux de district seront réhabilités et renforcés en moyens d'intervention,
- la priorité sera donnée à la prévention à travers la communication pour un changement de comportement durable des populations, le renforcement de l'hygiène du milieu, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, la promotion de la nutrition et la sécurité alimentaire. ***L'accroissement du taux de la couverture vaccinale sera une préoccupation constante pour le parti***. Enfin, une attention particulière sera portée aux actions de protection de la mère et de l'enfant, à la santé à l'école, à la santé des travailleurs, des personnes handicapées et des personnes âgées,
- la performance des structures de soins sera améliorée au plan qualitatif et quantitatif. Dans ce cadre, les capacités professionnelles des travailleurs de la santé seront renforcées à travers la formation, la création d'un véritable centre hospitalier universitaire (CHU) ; les ressources humaines, matérielles et financières seront accrues grâce à une augmentation sensible du budget de la santé qui sera porté à 10% du budget national ; la gouvernance en particulier relativement à l'utilisation des appuis des partenaires et à la participation des communautés locales à la gestion des services de santé sera renforcée,
- la disponibilité et l'accessibilité des médicaments de qualité seront assurées par le développement des médicaments génériques qui offrent un meilleur rapport qualité/prix. A cet effet le parti mettra tout en œuvre pour porter la proportion des médicaments génériques de 5% à au moins 30%. C'est pourquoi l'industrie pharmaceutique sera relancée. De plus le parti veillera à l'approvisionnement régulier des centres de santé en médicaments génériques en quantité suffisante. Le parti encouragera aussi l'amélioration et l'adaptation du conditionnement des médicaments génériques pour les rendre plus accessibles aux couches sociales défavorisées et combattre ainsi la prolifération des pharmacies par terre dont les promoteurs seront également soumis à la réglementation en vigueur. Enfin il oeuvrera pour le développement et la sécurisation de la pharmacopée traditionnelle,
- le contrôle de la gestion matérielle et financière des établissements de soins sera confié aux communautés locales pour renforcer le processus de décentralisation en cours. Ceci sera fait par une plus grande responsabilisation des comités de santé,

- la participation financière des populations au financement des soins de santé sera recherchée par une plus forte implication de ces dernières à travers un système de recouvrement des coûts de soins de santé primaires de l'initiative de Bamako et la promotion des mutuelles de santé,
- la sécurité sociale sera un facteur essentiel du développement sanitaire. L'accès aux soins de santé sera facilité par la promotion des pratiques traditionnelles d'entraide et de solidarité associés aux mécanismes de l'assurance. Dans cette optique, un accent particulier sera mis sur la promotion des mutuelles de santé au niveau communautaire. Le parti a l'intention de faire étudier et mettre en œuvre le cas échéant, un système de couverture sociale universelle,
- le suivi et le contrôle des établissements de soins privés sera plus rigoureux pour obtenir de ces derniers des prestations de qualité dans le respect de la déontologie et des lois et règlements. De même, un contrôle systématique et régulier des prix et des marges des pharmacies sera organisé pour s'assurer que les prix des produits ainsi que les marges afférentes sont conformes à la législation en vigueur.

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, LE DEVELOPPEMENT URBAIN ET L'HABITAT

1. De l'aménagement du territoire

L'avènement de la décentralisation fait de l'aménagement du territoire une nécessité incontournable pour un développement économique et social harmonieux et durable. Aussi le PNDS œuvrera-t-il pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire, visant les objectifs suivants :

- réduire significativement les disparités régionales en matière d'éducation, de santé et d'infrastructures de soutien à l'économie (infrastructures énergétiques, de transport et de communication, ainsi que des réseaux bancaires etc....),
- promouvoir l'émergence de nouveaux pôles régionaux de développement basés sur les potentialités minières, touristiques et agricoles des régions,
- délimiter et aménager des espaces consacrés à l'agriculture, à l'élevage, aux forêts et faune et à l'urbanisation.

Sur la base de ces objectifs le parti entend élaborer un schéma directeur d'aménagement du territoire en cohérence avec les schémas régionaux existants. Les questions d'aménagement du territoire étant transversales et sans frontière le parti prendra le leadership pour proposer une politique d'aménagement du territoire commune à la CEDEAO, à l'UEMOA, à la CEN-SAD etc... tenant compte des avantages comparatifs et de l'écosystème des pays membres. Dans cette perspective, la Loi portant orientation de la politique d'aménagement du territoire sera réaménagée.

2. Du développement urbain

Malgré le taux relativement faible de l'urbanisation estimé à 20 % et la croissance urbaine de 3,65%, le Niger est engagé dans un processus d'urbanisation irréversible. Le développement urbain constituera pour le parti un défi majeur pour les années à venir du fait de l'accélération de la Communalisation intégrale, de la poussée démographique et la relance des activités économiques. C'est pourquoi le PNDS fait de la maîtrise de la croissance urbaine un impératif. Cette maîtrise de la croissance urbaine implique :

- la définition de l'armature urbaine et les schémas stratégiques de développement urbain incluant une politique de développement de pôles secondaires de croissance susceptibles de freiner l'exode rural et renforcer la décentralisation,
- la réalisation des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme des 54 agglomérations peuplées d'au moins 10.000 habitants et / ou chefs lieux de Région et de Département,

- la réformulation du cadre institutionnel et technique de l'urbanisme et de l'aménagement urbain pour clarifier les règles régissant les rapports entre les services de l'Etat et les collectivités territoriales et imposer aux acteurs du secteur le respect scrupuleux des textes réglementant la gestion du domaine foncier et domanial,
- l'amélioration des ressources financières des collectivités pour leur garantir les moyens de jouer leur rôle de promotion économique. A cet effet, la Caisse de Prêt aux Collectivités Territoriales (CPCT) sera restructurée pour faire face aux besoins de financement des nouvelles communes,
- le lancement d'un vaste programme de réhabilitation de la voirie urbaine et une couverture conséquente des besoins des populations urbaines en infrastructures, équipements et services sociaux de base,
- l'intégration socio-économique des groupes de population les plus pauvres en leur facilitant l'accès à l'emploi, aux revenus, aux soins de santé, à l'éducation et aux loisirs,
- La ville de Niamey fera l'objet d'une attention particulière pour le parti. Notre ambition est de faire d'elle une vitrine, une capitale qui offre un cadre de vie agréable, des loisirs sains et diversifiés, des conditions de travail idoines pour les activités économiques et culturelles. Des investissements conséquents seront réalisés, avec la contribution du secteur privé, pour assainir la ville, aménager les berges du fleuve et des sites touristiques et culturels, des centres d'affaires, des hôtels et des restaurants, etc...

3. De l'habitat

Le secteur de l'habitat a souffert jusqu'à présent de l'absence de volonté politique réelle pour apporter des réponses satisfaisantes aux préoccupations de la grande majorité de la population urbaine et rurale. Ainsi, la situation actuelle du secteur est caractérisée par :

- la perpétuation de l'inadéquation entre l'offre et la demande de logements en zone urbaine compromettant ainsi la quiétude de nombreux ménages confrontés fréquemment aux difficultés de se procurer un logement décent,
- la prédominance, dans toutes nos villes, d'un marché locatif privé florissant qui propose, dans la plupart des cas, des logements insalubres,
- la précarité de l'habitat rural,
- la satisfaction des besoins en assainissement qui atteint à peine 3 %,
- l'insuffisance notoire des équipements collectifs, notamment le drainage, l'évacuation des ordures,
- un système de crédit à l'habitat dérisoire qui ne profite qu'à une infime minorité du fait des conditions draconiennes d'octroi de crédit,
- une industrie du logement constamment en crise parce que n'accordant pas suffisamment d'importance aux potentialités locales en matière de technique de construction et de matériaux.

L'adoption de la loi N° 98 /054 du 29 Décembre 1998 portant politique nationale en matière d'habitat n'a pas apporté une amélioration significative à la situation de crise permanente que connaît le secteur. Les rares réalisations initiées dans le secteur ont été caractérisées par leur incohérence et leur manque d'envergure sans doute pour préserver les intérêts des classes dirigeantes qui ont fait de ce domaine leur champ privilégié de spéculation.

Convaincu que le logement est un besoin fondamental de l'homme, le PNDS-Tarayya s'attachera à satisfaire ce besoin à travers les actions suivantes :

- le développement des capacités et la diversification des activités de la SONUCI qui sera ainsi chargée de lancer un vaste programme national de construction de logements et d'aménagement de parcelles assainies en relation avec les investisseurs nationaux et étrangers,
- la réforme du Crédit du Niger pour en faire une véritable *Banque de l'habitat*,
- la promotion de l'investissement privée pour favoriser la réhabilitation des zones insalubres,
- la baisse des coûts de construction par la spécialisation des entreprises du secteur, un recours intensif aux matériaux locaux et aux techniques de construction traditionnelles améliorées et un développement de l'industrie moderne des matériaux de construction.

LA JEUNESSE, LA CULTURE , LES ARTS ET LES SPORTS

1. De la jeunesse

Il n'est pas superflu de rappeler que les nigériens de moins de 25 ans constituent 75% de la population. Or, la jeunesse nigérienne est confrontée depuis quelques années à une grave crise multidimensionnelle caractérisée par la pauvreté, le chômage, la mendicité, la prostitution, l'analphabétisme, l'ignorance, les maladies etc... Les causes profondes de ces maux tirent leurs sources dans la non application de la politique nationale et de la charte nationale de la jeunesse, la forte déperdition scolaire, les difficultés d'insertion socio économique, la faible sensibilisation sur les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA, l'insuffisance des ressources financières, la récession économique etc...



Conscient de la place et du rôle de la jeunesse, le PNDS-Tarayya entend la galvaniser, lui redonner espoir et la responsabiliser à travers les actions et mesures suivantes :

- l'éducation et la formation professionnelle des jeunes pour leur donner les armes adéquates leur permettant d'affronter le monde des affaires et créer avec le maximum de chance des entreprises viables. Des mesures d'incitation à la création d'industries de transformation des produits agro-pastoraux seront édictées,
- l'emploi prioritaire des jeunes, en particulier diplômés, dans toutes actions de grande envergure notamment les chantiers qui seront occasionnés par les investissements massifs que le parti se propose de réaliser,
- la création d'un conseil national de la jeunesse,
- la création de structures nationale et/ou régionale d'insertion socio économique des jeunes,
- la création de réseaux et de centres d'accueil, d'information, d'orientation et de documentation pour les jeunes,
- la réhabilitation et la redynamisation des anciens foyers de la Samaria en centres de jeunes pour assurer leur promotion et celle des loisirs,
- le développement des loisirs et des sports.

2. De la culture, des arts et des loisirs

La dimension culturelle du développement n'a pas bénéficié de toute l'attention que requiert son importance dans la construction nationale en particulier de la part des autorités actuelles. En terme de bilan les échecs sont patents, on relève notamment :

- l'absence d'une politique nationale d'encouragement à l'investissement dans la création artistique et les industries culturelles,
- l'absence d'une politique de formation de spécialistes des différents domaines,
- la mauvaise gestion des infrastructures culturelles,
- l'absence de volonté dans la création des musées spécialisés.

Conscient de ces insuffisances le PNDS-Tarayya entend œuvrer pour que la culture soit le reflet de notre société, contribue à l'émancipation sociale et perçue comme une activité économique rentable au delà de son caractère distrayant. Dans cette perspective le parti mettra en œuvre les actions et mesures ci-après :

- la refonte des mentalités et la modification du regard que les populations portent sur certaines activités culturelles,
- l'adoption d'un programme de formation au profit des créateurs artistiques,
- la valorisation et la réorganisation des événements internationaux, des manifestations culturelles traditionnelles,
- l'adoption d'une stratégie efficace de gestion des infrastructures culturelles,
- le développement de la coopération et des échanges culturels pour mieux vulgariser notre patrimoine culturel et bénéficier du savoir scientifique et technologique des pays tiers,
- la promotion des industries culturelles,
- la valorisation du statut de l'artiste,
- l'incitation du secteur privé à investir dans la création artistique,
- la relance de la production cinématographique,
- la création d'une bibliothèque nationale et progressivement d'autres bibliothèques dans les régions, les départements et les communes, ainsi que le soutien à la production littéraire,
- l'enseignement de l'histoire des religions ainsi que les us et coutumes,
- la création d'une école des arts et le renforcement des institutions de culture tels que les Musées, le Centre de Formation musicale et l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH).

Le PNDS-Tarayya oeuvrera à la promotion de loisirs sains en mettant, plus particulièrement, l'accent sur le développement des loisirs pour enfants.

Les jeux de la francophonie

Les jeux de la francophonie qui seront organisés à Niamey en décembre 2005 offrent au Niger une belle opportunité d'une large ouverture au monde. Le parti entend réussir l'organisation de ces jeux par une application rigoureuse du cahier de charges et une représentation honorable de nos artistes et sportifs. C'est pourquoi l'année 2005 sera consacrée à la préparation des sportifs et des artistes mais aussi à l'information et à la formation des différents intervenants.

3. Des sports

Plusieurs stratégies ont été testées par les différents gouvernements qui se sont succédés sans beaucoup de réussite. Le sport stagne depuis les années 80 ; il semble régresser pour diverses raisons dont les principales sont :

- le manque de transparence dans les relations entre le Ministère chargé des sports et les fédérations sportives,
- l'insuffisance des techniciens et le délabrement de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS),
- l'insuffisance des centres d'hébergement des sportifs et l'absence d'un plan d'aménagement des aires de pratique sportive,
- la faible exploitation de la dimension économique du sport,
- la faiblesse et l'irrégularité des financements du sport,
- l'absence de perspective dans la carrière sportive.



Le Palais des Sports

Le PNDS-Tarayya entend promouvoir les activités physiques et sportives comme facteur d'épanouissement par le développement du sport de masse et de haut niveau. Le parti oeuvrera sans relâche à la multiplication des pratiquants à travers les actions et mesures ci-dessous :

- la création d'un conseil national d'observation et de diagnostic de l'organisation du sport,
- la redéfinition des missions de l'INJS et son renforcement en moyens d'intervention,
- la distinction des sportifs de haut niveau et leur intéressement en avantages matériels et financiers,
- la création d'un centre médico-sportif en 2005,
- la création et l'équipement d'un centre de détection et de formation de jeunes talents,
- l'incitation à la création de sociétés et entreprises de sport, de fabrication et de vente de matériels sportifs,
- la définition d'une stratégie d'accueil de sièges d'organisations continentales de sport dans notre pays,
- l'affirmation du poids économique du sport et la concentration des moyens dans les disciplines porteuses,
- la concentration des moyens destinés au secteur sur les sports de masse tels que le football et la lutte traditionnelle pour préparer dans de bonnes conditions nos sportifs aux compétitions de haut niveau. Le parti mettra l'accent sur la préparation des jeunes dans des écoles équipées en conséquence.

DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EMPLOI

Le PNDS-Tarayya met la question de l'emploi au centre de ses préoccupations. Certes, il est illusoire dans la situation actuelle de notre pays de croire que le plein emploi est possible à moyen terme, mais le niveau de chômage atteint aujourd'hui, notamment celui des jeunes diplômés est intolérable.

En effet, on ne peut envisager un développement durable lorsque la frange la plus dynamique de la population est exclue de la production. On ne peut non plus espérer l'instauration d'une démocratie véritable et la stabilité des institutions dans un contexte où la jeunesse est condamnée à l'oisiveté et à la pauvreté. Une jeunesse dont le devenir est incertain et les espoirs émoussés par un chômage croissant est une proie à toutes sortes de dérives.

Rappelons que l'Etat et le secteur informel sont les principaux employeurs et que les statistiques relatifs au chômage sont loin d'être maîtrisées. En 2002, il semble qu'on dénombrait 19500 demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE).

Ce chiffre ne prend pas en compte les appelés du service civique national et les volontaires (aujourd'hui contractuels) de l'éducation du niveau supérieur dont le nombre dépasse 4000 diplômés en 2003.

De plus, environ un millier de diplômés de niveau moyen et supérieur vient grossir chaque année les rangs des jeunes diplômés au chômage. Avec la croissance de la population, le développement de l'enseignement général, professionnel et technique qu'envisage le parti, ce nombre est appelé à augmenter rapidement si les conditions restent les mêmes.

La politique économique et sociale que nous avons définie plus haut permettra de créer une offre d'emploi à même de faire face à la demande aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain aussi bien pour les demandeurs d'emploi scolarisés que non scolarisés.

Ca sera ainsi le cas :

- du programme de développement rural,
- du programme de maîtrise des eaux de surface et sous sol,
- du secteur des services, c'est à dire les transports, le transit, le tourisme, l'hôtellerie et l'artisanat,
- du programme de développement des secteurs minier, industriel et énergétique,
- du programme de développement des infrastructures notamment les routes, l'aménagement du fleuve, la construction de chemins de fer etc...
- du programme de développement du système éducatif et sanitaire.

Le PNDS-Tarayya fera une évaluation précise de l'offre d'emploi générée par ces différents programmes, donnera du travail au maximum de jeunes ruraux.

Il mettra en place un programme d'enseignement et de formation permettant de faire face aux besoins en ressources humaines dont le développement économique et social du pays a besoin. De cette manière l'enseignement et la formation ne seront plus en décalage par rapport aux besoins de notre société.

Enfin, le PNDS-Tarayya militera sur la scène internationale en faveur des travailleurs migrants. Dans cette perspective, il défendra la libre circulation des personnes qui doit prolonger et compléter celle des biens et des capitaux.

DU FINANCEMENT DU PROGRAMME

Comme on vient de le constater, les ambitions du PNDS-Tarayya pour le Niger sont grandioses. Ces ambitions ont un coût qui se chiffre à plusieurs milliers de milliards de nos francs. Rassembler les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre d'un tel programme ne sera donc pas chose aisée en regard à la rareté des ressources. Mais il n'y a pas d'autres choix à moins de continuer le même « bricolage » que celui effectué dans le domaine du développement durant toutes les décennies précédentes ; « bricolage » toujours suivi de critiques et d'auto-critiques vaines sur les erreurs commises en matière de choix et d'orientation économique et sociale.

Pour financer son programme, le PNDS-Tarayya compte mobiliser des ressources internes et externes.

Concernant les ressources internes, il s'agit :

- d'atteindre un taux de prélèvement fiscal conforme à la directive de l'UEMOA de 17% du PIB avant la fin du mandat,
- de recourir aux emprunts obligataires surtout au regard de la sur-liquidité des banques des pays membres de l'UEMOA,
- de mobiliser l'épargne, y compris celle de la diaspora et la transformer en investissement,
- d'améliorer l'efficacité de la dépense publique.

A propos des ressources externes, il s'agit :

- de mobiliser les bailleurs de fonds traditionnels bilatéraux comme multilatéraux pour qu'ils accroissent leur soutien au Niger. En particulier, les relations avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International connaîtront un essor sans précédent au regard de la rupture qui sera opérée sur le plan de la gouvernance du pays. Dans cette entreprise, le PNDS sollicitera l'appui de l'International Socialiste dont-il en est membre,
- de chercher l'annulation de la dette dont le fardeau constitue un handicap pour enclencher le cercle vertueux de la croissance et du développement.

Imprimé sous les Presses de la Nouvelle Imprimerie du Niger
Octobre 2004



Issoufou Mahamadou

**Votez pour Issoufou, c'est me
garantir un avenir radieux!**